



# **ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE FEDON AU 31 DÉCEMBRE 2010**

- Rapport de gestion
- Rapport de certification des réviseurs comptables
- Rapport des Commissaires aux comptes

## **RAISON SOCIALE – SIEGE LEGAL**

Via dell'Occhiale, 11 - Vallesella

32040 Domegge di Cadore (BL)

Immatriculation fiscale et TVA n° 00193820255

Inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Belluno n° 00193820255

Capital social 4 902 000 euros, entièrement libéré

## **SIÈGE ADMINISTRATIF ET OPÉRATIONNEL**

Giorgio Fedon & Figli S.p.A.

Direction commerciale et site de production

Via dell'Industria, 5/9

32010 Pieve d'Alpago (BL)



## Sommaire

Sommaire .....	2
Informations sur la société .....	3
Rapport de gestion .....	5
Bilan consolidé.....	21
Compte de résultat consolidé .....	22
État des variations des capitaux propres consolidés .....	23
Tableau de Flux de Trésorerie consolidé .....	24
Principes comptables et notes explicatives .....	25
01. Informations relatives à la société.....	25
02. Principes comptables et critères de rédaction .....	25
03. Périmètre de consolidation.....	28
04. Choix spécifiques et estimations comptables significatives .....	29
05. Synthèse des principaux critères comptables.....	30
06. Informations sectorielles .....	40
07. Immeubles, installations et machines.....	43
08. Immeubles de placements .....	44
09. Actifs incorporels.....	45
10. Test de dépréciation d’actifs incorporels à durée de vie indéterminée .....	46
11. Autres actifs non courants.....	46
12. Stocks.....	47
13. Créances sur clients.....	47
14. Créances fiscales .....	48
15. Actifs financiers détenus à des fins de transaction .....	48
16. Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	49
17. Capital social et réserves.....	49
18. Financements à court et moyen-long terme .....	50
19. Provisions pour risques et charges .....	51
20. Avantages du personnel et fonds de retraite .....	52
21. Dettes commerciales et autres dettes (courantes) .....	54
22. Dettes fiscales .....	54
23. Autres actifs et passifs courants .....	55
24. Bénéfice (perte) par action.....	55
25. Engagements .....	56
26. Information sur les parties liées .....	56
27. Gestion du risque financier : objectifs et critères.....	57
28. Instruments financiers .....	60
29. Autres charges et produits.....	61
30. Impôts.....	65
31. Événements postérieurs à la date du bilan .....	68
32. Informations conformément à l’article 149 duodecies du <i>Regolamento Emittenti</i> .....	68
Rapport de certification des réviseurs comptables.....	70
Rapport des Commissaires aux comptes .....	72

## Informations sur la société



### Informations sur la Société

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION\*

Callisto Fedon	(président et administrateur délégué)
Italo Fedon	(administrateur)
Piergiorgio Fedon	(administrateur)
Angelo Da Col	(administrateur)
Franco Andreetta	(administrateur)

\* En exercice jusqu'à l'approbation des états financiers de l'exercice 2012

#### COLLEGIO SINDACALE \*\* (commissaires aux comptes)

Pio Paolo Benvegnù	(président)
Maurizio Paniz	(commissaire aux comptes titulaire)
Tomba Demetrio	(commissaire aux comptes titulaire)
Mario De Gerone	(commissaire aux comptes suppléant)
Pettinato Antonio	(commissaire aux comptes suppléant)

\*\* En exercice jusqu'à l'approbation des états financiers de l'exercice 2012

#### DIRIGEANTE CHARGÉE DE LA RÉDACTION DES DOCUMENTS COMPTABLES

Caterina De Bernardo          Directrice financière

#### RAISON SOCIALE ET SIÈGE SOCIAL

Giorgio Fedon & Figli S.p.A.  
Via dell'Occhiale, 11 - Vallesella  
32040 Domegge di Cadore (BL)  
Immatriculation fiscale et TVA n° 00193820255  
Inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Belluno n° 00193820255  
Capital social 4 902 000 euros, entièrement libéré

#### ÉTABLISSEMENTS

##### Siège administratif et opérationnel

Giorgio Fedon & Figli S.p.A.  
Direction commerciale et site de production  
Via dell'Industria, n° 5/9  
32010 Pieve d'Alpago (BL)

Giorgio Fedon & Figli S.p.A.  
Outlet Giorgio Fedon 1919  
Via Risorgimento, n° 100  
32040 Domegge di Cadore (BL)

# Informations sur la société

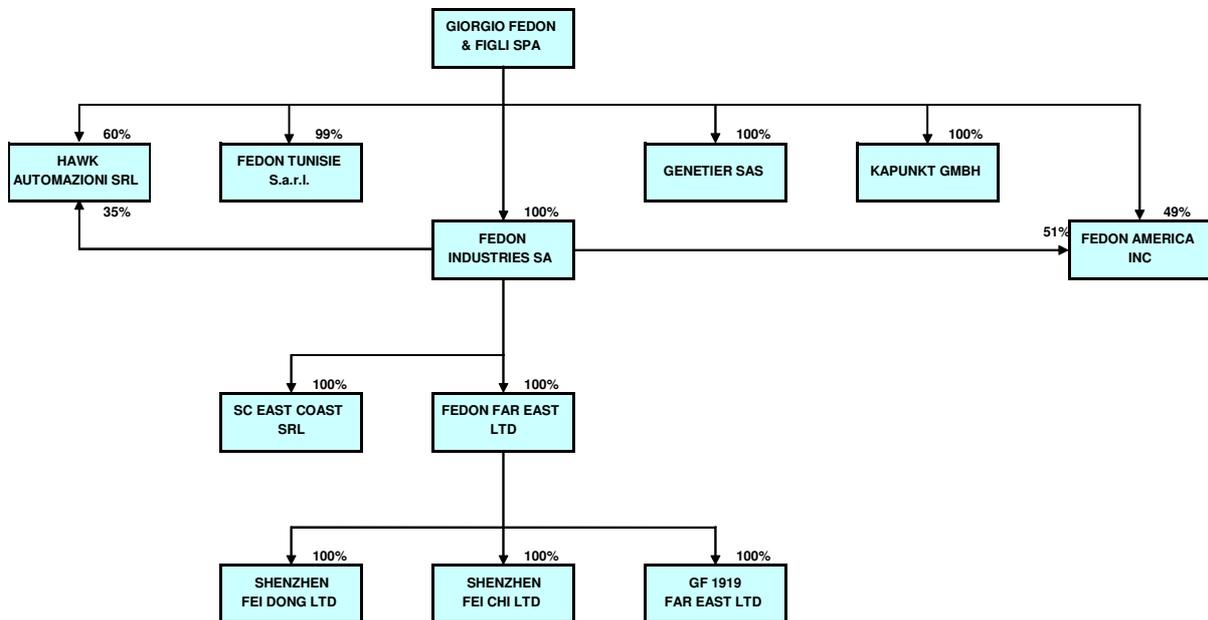


## CABINET D'AUDIT\*\*\*

Mazars S.p.A.

\*\*\* Mandat conféré jusqu'à l'approbation des états financiers de l'exercice 2016

### STRUCTURE DU GROUPE AU 31 12 10





## Rapport de gestion

### Préambule

Les actions ordinaires de la société mère du Groupe Fedon, Giorgio Fedon & Figli S.p.A., sont cotées au Marché Euronext Paris - Compartiment C depuis le mois d'avril 1998.

À la suite de l'entrée en vigueur du Règlement européen n° 1606 en juillet 2002, le Groupe Fedon a adopté les Principes Comptables Internationaux (IAS/FRS) édictés par l'International Accounting Standards Board.

Les états financiers consolidés du Groupe Fedon au 31 décembre 2010 ont été rédigés conformément aux principes comptables internationaux IAS/FRS.

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Produits d'exploitation	54.539	45.007
Produits des actifs destinés à être cédés	-	-
<b>Total</b>	<b>54.539</b>	<b>45.007</b>
Marge brute d'exploitation	3.492	(847)
Marge brute d'exploitation (en pourcentage)	6,40%	-1,88%
<b>Résultat d'exploitation avant amortissement, frais financiers et impôts</b>	<b>6.674</b>	<b>3.254</b>
<b>Résultat net d'exploitation</b>	<b>1.157</b>	<b>(2.756)</b>
Résultat net des actifs destinés à être cédés	0	0
<b>Bénéfice net total de l'exercice</b>	<b>1.157</b>	<b>(2.756)</b>
Résultat (part des minoritaires)	(22)	(4)
<b>Résultat du Groupe</b>	<b>1.179</b>	<b>(2.752)</b>
Marge nette (en pourcentage) calculée sur les produits, y compris ceux des actifs destinés à la cession	2,12%	-6,11%
<b>Capitaux propres des actionnaires de la société mère</b>	<b>12.071</b>	<b>10.599</b>
Intérêts minoritaires	(32)	4
Effectif – nombre mensuel moyen	1.461	1.225
Bénéfice par action		
– base, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	€ 0,63	-€ 1,48
– dilué, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	€ 0,63	-€ 1,48



## Le scénario économique

Messieurs les Actionnaires,

Le Groupe Fedon est depuis de nombreuses années le leader international du secteur de la production et de la commercialisation d'étuis à lunettes et accessoires pour le secteur optique. Au cours des cinq dernières années, il a procédé à d'importantes diversifications dans le secteur de la maroquinerie sous la marque Giorgio Fedon 1919 et dans le secteur de l'automatisation industrielle. Le cœur de métier de la Société reste cependant la production et la commercialisation d'étuis à lunettes destinés principalement aux grands fabricants italiens et étrangers du secteur optique.

**L'année 2010 peut être considérée comme un tournant pour le Groupe. En effet, après une période de trois ans, de 2007 à 2009, pendant laquelle le Groupe s'est engagé dans un programme rigoureux de rationalisation et d'optimisation des ressources et de la structure organisationnelle, tous les indicateurs économiques et financiers qui expriment l'évolution de la gestion sont repassés au vert.**

En particulier, les données de synthèse de l'exercice sont les suivantes :

- **Chiffre d'affaires : 54 539 milliers d'euros**, en hausse de 21,2 % par rapport à l'exercice précédent.
- **Le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des immobilisations (EBITDA) : 6 674 milliers d'euros**, équivalant à 12,2 % du chiffre d'affaires, avec une augmentation, en valeur absolue, de 105,1 % par rapport à l'exercice précédent.
- **Résultat d'exploitation : 3 492 milliers d'euros**, en hausse de 4 339 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent qui enregistrait une valeur négative de 847 milliers d'euros.
- **Résultat net : 1 179 milliers d'euros**, en hausse de 3 931 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent qui enregistrait une valeur négative de 2 752 milliers d'euros.

Afin de mieux comprendre le parcours du Groupe au cours des dernières années en vue de redresser la grave situation de crise rencontrée en 2006, le tableau suivant résume les principaux indicateurs du compte de résultat et de l'endettement financier pour toutes les années concernées.

L'analyse des données de l'exercice 2010 révèle un exercice caractérisé, d'une part, par une hausse considérable du chiffre d'affaires, due sans aucun doute à une meilleure évolution des marchés sur lesquels opère le Groupe, mais également à une meilleure compétitivité, à la fois dans le secteur du cœur de métier et dans le secteur de la maroquinerie de marque Giorgio Fedon 1919 et, d'autre part, par les résultats des nombreuses actions mises en œuvre en vue d'une réduction des frais de gestion, qui constituent depuis longtemps une directive générale des activités du Groupe et qui ont entraîné une augmentation significative de la marge d'exploitation. En d'autres termes, le Groupe a terminé son parcours de redressement et peut aujourd'hui penser au futur en termes de développement et d'investissement. En effet, il est évident que, vu la structure actuelle des coûts, des augmentations même modestes du chiffre d'affaires par rapport au seuil déterminé par les chiffres réalisés en 2010 ne peuvent que mener à la disponibilité de nouvelles ressources en vue d'investissements appropriés en mesure d'étendre la présence du Groupe sur les marchés, à la fois géographiquement et dans les différents secteurs commerciaux dans lesquels il opère.



<b>Compte de résultat consolidé 2006-2010</b>					
	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Ventes nettes</b>	<b>58.640</b>	<b>60.734</b>	<b>55.581</b>	<b>45.007</b>	<b>54.539</b>
<b>EBITDA</b>	<b>(4.278)</b> -7,3%	<b>1.495</b> 2,5%	<b>3.349</b> 6,0%	<b>3.254</b> 7,2%	<b>6.674</b> 12,2%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(7.652)</b> -13,0%	<b>(2.246)</b> -3,7%	<b>(531)</b> -1,0%	<b>(847)</b> -1,9%	<b>3.492</b> 6,4%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(9.244)</b> -15,8%	<b>(4.382)</b> -7,2%	<b>(2.371)</b> -4,3%	<b>(2.118)</b> -4,7%	<b>2.378</b> 4,4%
<b>Résultat net</b>	<b>(7.891)</b> -13,5%	<b>(4.729)</b> -7,8%	<b>(3.251)</b> -5,8%	<b>(2.752)</b> -6,1%	<b>1.179</b> 2,2%
<b>Endettement financier net</b>	<b>23.262</b>	<b>28.961</b>	<b>26.012</b>	<b>20.552</b>	<b>13.700</b>
<b>EFN/EBITDA</b>		19,37	7,77	6,32	2,05

En particulier, la croissance du chiffre d'affaires de l'exercice 2010 est due à différents effets qui peuvent être résumés comme suit :

- Au cours de l'année 2010, le secteur optique a enregistré une croissance importante qui reflète une relance de la consommation à la fois des produits de luxe et de ceux situés dans une gamme de prix plus basse. Cette reprise a eu des répercussions significatives sur les niveaux de production du Groupe qui opère principalement dans les produits à très grande valeur ajoutée, c'est-à-dire ceux destinés aux marques de luxe et clairement à contre-tendance de l'exercice précédent, lorsque la baisse de la consommation de ce segment de produits avait fortement pénalisé les ventes.
- La relance du secteur optique a touché tous les marchés, et pas seulement le marché italien, et a engendré la nécessité d'un niveau de stock plus élevé que celui de l'année 2009, année au cours de laquelle l'on a enregistré une forte volonté de réduction des stocks de la part de tous les clients les plus importants.
- Les produits de maroquinerie de la marque Giorgio Fedon 1919 ont eux aussi enregistré des niveaux de vente plus élevés que ceux enregistrés lors de l'exercice précédent. En particulier, la distribution des produits dans le canal des boutiques hors taxes et des ventes à bord a été effectuée avec succès et a concerné de nombreux points de vente au sein des aéroports des grandes villes, telles que Moscou, Hong Kong et Shanghai ainsi que les catalogues de vente à bord d'importantes compagnies aériennes internationales.

L'**EBITDA**, principal indicateur de la gestion caractéristique, est plus élevé que celui réalisé lors de l'exercice 2009, et atteint 12,2 % du chiffre d'affaires net, par rapport à 7,2 % lors de l'exercice précédent. Ce résultat est dû, comme nous l'avons déjà mentionné, à une amélioration significative de la rentabilité de l'entreprise et à une action efficace de réduction des frais fixes.



Nous décrivons ci-après les projets les plus importants mis en place depuis longtemps en vue de restructurer le Groupe, que ce soit d'un point de vue organisationnel ou du point de vue de la structure des coûts.

- Après avoir mené à bien la réorganisation globale de la structure organisationnelle de la Société et la réunification des différents départements de la société mère dans l'unique siège d'exploitation de Pieve d'Alpago en 2009, le Groupe s'est agrandi pour faire face à l'augmentation des volumes requise par les marchés en 2010. Toutefois, alors que les sociétés contrôlées asiatiques ont enregistré une hausse significative de leurs effectifs, ceux-ci sont restés relativement stables en Italie et en Roumanie. En particulier, la maison mère a eu occasionnellement recours au chômage partiel et a ensuite signé un accord prévoyant la mise en disponibilité de vingt personnes dont l'activité avait subi une diminution considérable au cours des deux dernières années. Pour ces raisons, les charges de personnel sont passées de 12 508 milliers d'euros en 2009 à 13 906 milliers d'euros en 2010, réduisant toutefois à 25,5 % leur incidence sur le chiffre d'affaires, par rapport à 27,9 % l'année précédente.
- Un meilleur équilibre entre la production et l'achat a permis de réduire le poids (en %) des « Achats des matières premières et fournitures » sur le chiffre d'affaires qui est passé de 43,1 % en 2009 à 40,6 % en 2010.
- Les nombreux projets de réduction des coûts, à la fois dans les domaines techniques et commerciaux ainsi que dans les domaines administratifs et logistiques, qui avaient enregistré des résultats très positifs en 2009, se sont consolidés au cours de l'exercice 2010. En effet, les « Achats de prestations de services » augmentent de 703 milliers d'euros par rapport à 2009, presque exclusivement en raison de postes de dépense liés à l'évolution du chiffre d'affaires, tels que les « Travaux sous-traités », « Commissions sur les ventes », « Transports et droits », alors qu'au contraire les « Conseils techniques et sociétaires » diminuent encore par rapport à l'exercice précédent.
- Dans le cadre de la division Giorgio Fedon 1919, après la fermeture des deux magasins phares de Milan et de New York lors de l'exercice 2010, il a été décidé de fermer le point de vente situé dans l'aéroport de Hong Kong et d'ouvrir un nouveau point de vente au sein de l'IFC mall, un vaste centre commercial au cœur de la ville qui a obtenu des résultats très encourageants dès les premières semaines d'ouverture. La présence du produit au sein de la grande distribution a été privilégiée, à titre d'exemple, à la Rinascente Duomo à Milan, à laquelle viendront s'ajouter en 2011 les filiales de Rome et de Cagliari, et dans le point de vente du prestigieux Atrium de l'aéroport de Hong Kong.



## Compte de résultat consolidé

(montants en milliers d'euros)	Notes	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
<b>Actifs d'exploitation</b>			
Produits des ventes et des services	06	54.539	45.007
Autres produits	29	727	983
Achats matières premières et fournitures	29	(22.133)	(19.415)
Achat de prestation de services	29	(10.170)	(9.467)
Redevances de crédit-bail	29	(1.424)	(1.649)
Charges de personnel	29	(13.906)	(12.508)
Autres provisions et autres charges	29	(1.430)	(1.075)
Correction des frais	29	471	1.378
<b>EBITDA</b>		<b>6.674</b>	<b>3.254</b>
Amortissements	29	(2.568)	(3.263)
Dépréciation des immobilisations	29	(614)	(838)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>3.492</b>	<b>(847)</b>
Charges financières	29	(2.643)	(2.194)
Produits financiers	29	1.528	923
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>2.378</b>	<b>(2.118)</b>
Impôts sur les bénéfices	30	(1.221)	(638)
<b>Résultat net d'exploitation</b>		<b>1.157</b>	<b>(2.756)</b>
<b>Actifs destinés à être cédés</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Résultat net des actifs destinés à être cédés</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>1.157</b>	<b>(2.756)</b>
Résultat (part des minoritaires)		(22)	(4)
<b>Résultat du Groupe</b>		<b>1.179</b>	<b>(2.752)</b>

L'exercice clôturé au 31 décembre 2010 indique un résultat positif net de 1 179 milliers d'euros à comparer au résultat négatif de 2009 de 2 752 milliers d'euros.

Le résultat d'exploitation avant amortissement (EBITDA) est, comme nous l'avons déjà mentionné, positif et s'élève à 6 674 milliers d'euros contre un montant de 3 254 milliers d'euros en 2009, alors que le résultat d'exploitation avant impôt de 2010 est positif et s'élève à 2 378 milliers d'euros par rapport à un montant négatif de 2 118 milliers d'euros en 2009.

Les données relatives à l'exercice 2009 et reportées ci-dessus diffèrent de celles reportées lors du même exercice en raison d'un « retraitements » conformément aux dispositions de la norme IAS 8.

La norme IAS 8 (Principes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs) régit, entre autres, les modalités de détermination et de représentation des erreurs des exercices précédents et les changements de méthodes comptables.

Le retraitements rétrospectif des montants consiste à corriger la comptabilisation, l'évaluation et la fourniture d'informations sur le montant d'éléments des états financiers comme si une erreur d'une période antérieure n'était jamais survenue.

En l'espèce, la norme IAS 8 est d'application pour les postes liés à la dette envers les salariés en raison de programmes avec un niveau de cotisation donné (indemnités de fin de contrat). À la suite de différentes évaluations actuarielles et du changement de méthode comptable pour la reconnaissance de la détermination du passif effectuée non plus par la « méthode du corridor » mais bien par la « méthode des unités de crédit projetées », la valeur de l'obligation de 2009 a été redéterminée (y compris la situation patrimoniale et financière de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2009), en rectifiant le montant de la dotation à la réserve initiale pour 623 milliers d'euros dans les capitaux propres et en rectifiant la dotation dans le compte de résultat de 2009 pour 55 milliers d'euros supplémentaires et le 31 décembre 2009 pour un montant total de 678 milliers d'euros.



## Évolution sectorielle

	Secteur optique			Autres secteurs			Total		
	31/12/2010	31/12/2009	Var. %	31/12/2010	31/12/2009	Var. %	31/12/2010	31/12/2009	Var. %
<b>Produits des ventes</b>	<b>50.410</b>	<b>40.584</b>	<b>24,2%</b>	<b>4.129</b>	<b>4.423</b>	<b>-6,6%</b>	<b>54.539</b>	<b>45.007</b>	<b>21,2%</b>
<b>Résultat d'exploitation avant amortissements</b>	<b>7.545</b>	<b>4.656</b>		<b>(871)</b>	<b>(1.402)</b>		<b>6.674</b>	<b>3.254</b>	
<i>% sur recettes</i>	15,0%	11,5%		-21,1%	-31,7%		12,2%	7,2%	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>5.019</b>	<b>1.594</b>		<b>(1.527)</b>	<b>(2.386)</b>		<b>3.492</b>	<b>(847)</b>	
<i>% sur recettes</i>	<b>10,0%</b>	<b>3,9%</b>		<b>-37,0%</b>	<b>-53,9%</b>		<b>6,4%</b>	<b>-1,9%</b>	

Par rapport à l'exercice précédent, les produits des ventes du secteur Optique, équivalant à 50 410 milliers d'euros, ont enregistré une hausse de 9 826 milliers d'euros, soit une augmentation de 24,2 %. Cette augmentation est due, comme nous l'avons expliqué au début de ce rapport, à une relance générale de la consommation et, plus particulièrement, à la hausse des ventes dans le secteur du luxe, qui représente une part importante du chiffre d'affaires des étuis à lunettes. Le résultat d'exploitation du secteur est passé de 1 594 milliers d'euros en 2009, équivalant à 3,9 % du chiffre d'affaires, à 5 019 milliers d'euros en 2010, équivalant à 10 %, laissant apparaître une rentabilité en forte augmentation, à la suite d'une forte réduction des frais fixes.

Les autres secteurs ont au contraire enregistré un chiffre d'affaires équivalant à 4 129 milliers d'euros, en baisse par rapport à l'exercice précédent. Cependant, en vue d'une comparaison homogène, il faut considérer qu'au cours de l'année 2009, le chiffre d'affaires des autres secteurs englobait le chiffre d'affaires de la société contrôlée Expoplay qui a par la suite fait l'objet d'une opération de fusion par absorption dans la société mère.

Le secteur maroquinerie, dans lequel le Groupe opère avec la marque Giorgio Fedon 1919, a enregistré un chiffre d'affaires équivalant à 3 523 milliers d'euros, en augmentation par rapport à l'année précédente de 390 milliers d'euros, soit 12,5 %. L'augmentation du chiffre d'affaires du secteur maroquinerie est due à de nombreuses causes concomitantes. Parmi celles-ci, rappelons la hausse du chiffre d'affaires dans certains pays étrangers, tels que la Russie, les Pays-Bas et la Suisse, le lancement de nouveaux marchés, tels que les pays du Moyen-Orient, et les ventes du canal boutiques hors taxe, au sein de nombreux aéroports internationaux.

Le résultat d'exploitation des Autres secteurs est passé d'une valeur négative de 2 386 milliers d'euros en 2009 à une valeur encore négative de 1 527 milliers d'euros en 2010, laissant apparaître une amélioration significative de la rentabilité.



## Effectif

Le tableau suivant reprend l'effectif du groupe au 31 décembre 2010 et 2009 :

	31/12/2010	31/12/2009
Dirigeants	6	6
Employés	163	146
Ouvriers	1.303	1.134
<b>Total</b>	<b>1.472</b>	<b>1.286</b>
Nombre moyen dans l'année	<b>1.461</b>	<b>1.225</b>

L'effectif moyen annuel du Groupe a augmenté au cours de l'année 2010 afin de répondre aux besoins accrus des clients. Une analyse détaillée révèle une croissance de l'effectif des sociétés contrôlées étrangères et une stabilité substantielle de l'effectif en Italie.

Le Groupe a maintenu des rapports continus avec les syndicats et les représentants des travailleurs. Ces rapports ont toujours été très cordiaux et caractérisés par un climat de collaboration. Aucun accident sur le lieu de travail n'est à déplorer et la Société s'engage à maintenir constamment à jour le système de contrôle et de garantie de la sécurité du travail.

## Situation patrimoniale et financière

### Actifs immobilisés

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Immobilisations corporelles	12.301	13.444
Immeubles de placements	1.231	1.422
Immobilisations incorporelles	1.096	2.149
Participations dans des sociétés associées	0	0
Actifs financiers non courants	3.296	4.157
Actifs destinés à être cédés	0	0
<b>Actifs immobilisés</b>	<b>17.923</b>	<b>21.172</b>

Le poste « Actifs immobilisés » mentionné dans le tableau ci-dessus passe de 21 172 milliers d'euros au cours de l'exercice 2009 à 17 923 milliers d'euros pour l'exercice 2010. Cette baisse est due :

- à une baisse de 1 143 milliers d'euros des immobilisations corporelles, en raison d'une réduction des investissements effectués en cours d'exercice ;
- à une baisse de 1 053 milliers d'euros des immobilisations incorporelles par l'effet de la capitalisation des frais de recherche et développement, après amortissements ;
- à la baisse des investissements immobiliers due à la cession de deux appartements appartenant à la société mère ;
- à une baisse de 861 milliers d'euros des actifs financiers non courants dont la plus grande partie est due à une baisse des créances d'impôts différés, en raison de l'évolution positive de l'exercice de la société mère.



## Fonds de roulement net

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Stocks	10.445	10.149
Créances commerciales	11.654	13.585
Actifs d'impôt, autres créances et autres actifs courants	3.466	2.115
Dettes commerciales	(9.853)	(8.732)
Dettes fiscales	(432)	(38)
Autres passifs courants	(3.316)	(3.232)
<b>Fonds de roulement net</b>	<b>11.964</b>	<b>13.847</b>

En référence aux postes qui composent le fonds de roulement net, la diminution survenue au cours de l'exercice 2010 et équivalente à 1 883 milliers d'euros se compose de la façon suivante :

- Les stocks sont restés relativement stables malgré l'augmentation du chiffre d'affaires.
- La diminution des créances commerciales, pour un montant approximatif de 1 931 milliers d'euros, est due principalement à la cession *pro-soluto* des créances d'un important client à une société d'affacturage appartenant à un groupe bancaire italien de premier plan.
- L'augmentation des dettes commerciales, équivalant à 1 121 milliers d'euros, est due, en partie, à l'augmentation des besoins en achat de matières premières et composants, due à son tour à une hausse du chiffre d'affaires et, en partie, à l'amélioration des paiements aux fournisseurs.

La diminution globale du fonds de roulement a également amélioré la situation financière nette du Groupe au cours de l'année 2010.

## Endettement Financier Net

Le tableau suivant met en lumière les éléments constitutifs de l'endettement financier net à la clôture de chaque exercice :

(montants en milliers d'euros)		31/12/2010	31/12/2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>A</b>	2.951	2.357
Actifs financiers à la juste valeur détenus à des fins de transaction	<b>B</b>	442	252
<b>Liquidités</b>	<b>C=A+B</b>	<b>3.393</b>	<b>2.609</b>
Financements des actionnaires	<b>E</b>	-	-
Dettes financières courantes bancaires et autres	<b>F</b>	10.513	16.245
Financements à long terme - part courante	<b>G</b>	981	900
<b>Endettement financier courant</b>	<b>H=E+F+G</b>	<b>11.494</b>	<b>17.145</b>
<b>Endettement financier courant net</b>	<b>I=H-C</b>	<b>8.101</b>	<b>14.536</b>
Financements à long terme - part non courante	<b>J</b>	5.599	6.016
<b>Endettement financier non courant</b>	<b>M=J</b>	<b>5.599</b>	<b>6.016</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>N=I+M</b>	<b>13.700</b>	<b>20.552</b>

L'endettement financier net passe de 20 552 milliers d'euros au 31 décembre 2009 à 13 700 milliers d'euros au 31 décembre 2010. La variation positive, équivalant à 6 852 milliers d'euros, est due à une baisse significative de l'endettement à court terme, en partie due au recours à l'affacturage *pro-soluto* d'une part importante du chiffre d'affaires et à l'octroi d'un délai d'atermoiement sur les financements en cours de la société mère et de Hawk Srl, en vertu de l'accord ABI du 6 août 2009, intervenu dès le mois d'octobre 2009. Le montant des créances cédées à la société d'affacturage et non encore encaissées par celle-ci au 31 décembre 2010 s'élève à 7 448 milliers d'euros.

## Liquidités et ressources financières



(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation	7.079	7.868
Flux nets de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(712)	(311)
Flux nets de trésorerie relatifs aux activités de financement	(6.083)	(6.271)
Variation dans la différence de traduction et différence de change	309	(53)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	593	1.234
Trésorerie en début de période	2.358	1.124
Trésorerie en fin de période	2.951	2.358

## Actions propres et actions/participations de sociétés dominantes

La Société détient des actions propres acquises à la suite de la délibération de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 10 janvier 2002.

L'achat a pour but d'entrer en possession d'une quantité d'actions propres qui, tout en respectant la législation en vigueur, seront alors disponibles afin de mettre en œuvre, rapidement et sans se plier à des formalités supplémentaires, les opérations suivantes :

- régularisation du cours des actions en Bourse ;
- attribution d'actions au personnel ;
- utilisation des actions propres à des fins d'échange en cas d'opérations d'achat et/ou d'autres opérations financières.

Au 31 décembre 2010, la Société détient 43 424 actions ordinaires (équivalant à 2,28 % du total des actions et à 10,39 % du flottant) pour un montant nominal total de 112 milliers d'euros et pour une valeur de marché d'environ 236 milliers d'euros.

Le tableau suivant indique les mouvements des actions propres au cours de l'année 2010 :

	Nombre d'actions	Valeur nominale (en milliers d'euros)	Participation % capital social
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>46.529</b>	<b>121</b>	<b>2,448%</b>
Correction de valeur des actions propres			
Achats	7.983	21	0,420%
Ventes	(11.088)	(30)	-0,583%
Plus / (moins-values) réalisées			
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>43.424</b>	<b>112</b>	<b>2,285%</b>

## Lien entre le résultat de l'exercice et les capitaux propres

Le tableau suivant indique le lien entre le résultat de l'exercice et les capitaux propres consolidés et ceux de la société mère au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009 :



Retraité	Résultat de l'exercice	Capitaux propres	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
<b>Bilan de la société mère IAS/IFRS</b>	<b>13</b>	<b>10.145</b>	<b>(3.692)</b>	<b>10.115</b>
Différence entre la valeur d'entrée des participations et les capitaux propres	912	2.605	602	1.477
Adaptation aux principes comptables de la société mère	22	(532)	69	(554)
Écart d'acquisition	0	118	(111)	118
Élimination des opérations intragroupe	223	(331)	376	(554)
Autres postes mineurs	(13)	35	0	1
<b>Total résultat et capitaux propres consolidés</b>	<b>1.157</b>	<b>12.040</b>	<b>(2.756)</b>	<b>10.603</b>
Total résultat et capitaux propres des tiers	(22)	(32)	4	(4)
<b>Total résultat et capitaux propres du Groupe</b>	<b>1.179</b>	<b>12.072</b>	<b>(2.752)</b>	<b>10.599</b>

## Investissements

En cours d'exercice, le Groupe a effectué des investissements principalement en machines, installations et outillage pour un montant total de 531 milliers d'euros et en biens incorporels pour 561 milliers d'euros, dont le poste le plus important est représenté par la capitalisation des frais de recherche et de développement pour un montant de 471 milliers d'euros.

## Recherche et développement

Au cours de l'année 2010, le Groupe a également poursuivi son activité de recherche et développement, désormais consolidée, en vue, d'une part, de compléter une gamme toujours plus riche de produits innovants par le design et par l'utilisation de nouvelles matières et, d'autre part, de dégager des avantages compétitifs grâce à la réduction des coûts de production et à l'optimisation des procédés de production.

Au cours de l'exercice 2010, les activités de recherche et développement ont engendré, comme nous l'avons mentionné dans le paragraphe précédent, des coûts qui ont été capitalisés, en tant qu'immobilisations incorporelles, pour un montant total de 471 milliers d'euros. Ce montant est inférieur à celui de l'année 2009, s'élevant à 1 378 milliers d'euros, non pas en raison d'une activité moindre de développement de nouveaux projets, mais en raison d'un nombre moins élevé de projets qui par leur envergure sont effectivement en mesure de générer des recettes pluriannuelles. En ce sens, l'on a exclu les projets et le développement de packaging en édition limitée qui sont destinés à des produits exclusifs ou qui couvrent des périodes spécifiques.

Mentionnons particulièrement le projet de la société mère, déjà mis en place au cours de l'année 2009, de développement de nouveaux produits réalisés à l'aide de matériaux écologiquement sains et biodégradables. Le projet a permis la production d'une ligne complète de nouveaux étuis qui ont été présentés lors de foires du secteur et qui ont suscité de l'intérêt de la part de nombreux clients et, plus particulièrement, ceux d'Europe du Nord et des États-Unis, traditionnellement plus sensibles aux thèmes liés à la protection de l'environnement. La presse spécialisée a relayé le projet et l'a abordé en de nombreuses occasions. Toutefois, le coût plus élevé de ces produits, dû à l'utilisation de matières premières plus coûteuses, a constitué un frein pour les ventes. Le Groupe est confiant qu'au cours de l'année 2011, il sera possible d'obtenir des résultats commerciaux appréciables.

Il faut également observer que ce projet a fait l'objet d'une demande de subvention en recherche et développement en vertu de la Loi n° 8/2003, approuvée en date du 18 janvier 2010, pour un



montant total de 122 milliers d'euros, dont 49 milliers d'euros ont été alloués à la Société. Les frais supportés dans le cadre de ce projet n'ont pas été capitalisés mais bien entièrement défrayés en cours d'exercice.

Au cours de l'année 2010, l'on a assisté au lancement par la société mère d'un projet de recherche et innovation dénommé « Industria 2015 » Nouvelles technologies pour le « Made in Italy » De District à Filière : Lunetterie et innovation industrielle Zone Objectif B portant le Numéro de projet MI00153.

Le projet a pour objectif la réalisation d'une plateforme pour l'intégration de la filière qui opère sur le front technique et gestionnel des sociétés et qui favorise un développement compétitif et technologique du système des entreprises de la lunetterie italienne. La plateforme devra permettre aux événements qui se manifestent sur le front commercial et tout au long de la filière d'être reçus rapidement par tout le processus de production et à toute difficulté qui entraînerait des modifications de planification tout au long de la filière d'être immédiatement « visible » par tous les sujets concernés. La plateforme devra également permettre aux sujets de la filière de pouvoir communiquer de façon interactive.

Ce projet, d'une valeur totale de 14 315 milliers d'euros, nécessite des subventions pour 4 733 milliers d'euros. La part du projet qui relève de la société mère s'élève à 1 001 milliers d'euros pour une subvention totale de 353 milliers d'euros. Au cours de l'année 2010, le Groupe n'a enregistré au bilan aucun coût relatif à ce projet car celui-ci débutera en janvier 2011.

## **Opérations avec des parties liées**

Les rapports avec des entreprises contrôlées sont majoritairement de nature commerciale et financière, et s'effectuent aux conditions du marché.

Pour de plus amples informations, veuillez vous reporter à la note explicative du bilan n° 27.

En particulier, en référence à la société contrôlée Hawk Srl qui enregistre un résultat négatif au cours de l'exercice 2010, le Groupe estime que la technologie et les connaissances techniques dont dispose la société contrôlée dans le secteur de l'automation industrielle peuvent être mises efficacement au service du Groupe pour la relance d'un programme d'investissements industriels visant à améliorer l'efficacité et la qualité de ses sites de production en Italie, en Roumanie et en Chine. C'est pourquoi le Groupe garantit la continuité de sa société contrôlée, en lui fournissant les instruments organisationnels et les moyens financiers nécessaires au soutien de ses propres activités au cours des prochains exercices.

En ce qui concerne les rapports avec des parties liées autres que les sociétés contrôlées, rappelons que le Conseil d'administration de la société mère a adopté une « Procédure en matière d'opérations avec les parties liées » conformément aux prescriptions du Règlement portant dispositions en matière d'opérations avec les parties liées approuvé par la Consob, par délibération n° 17221 du 12 mars 2010, modifié par délibération n° 17389 du 23 juin 2010, et aux indications et orientations pour l'application du Règlement sur les opérations avec les parties liées fournies par la Consob dans sa Communication n° DEM/10078683 du 24 septembre 2010.

Giorgio Fedon & Figli S.p.A., émetteur dont les actions ordinaires sont négociées sur le marché électronique des actions d'Euronext Paris, compartiment C, est tenu d'appliquer le susdit Règlement qui régit les opérations avec les parties liées en vertu de l'art. 2, alinéa 1, du Règlement susmentionné qui intègre dans son champ d'application les sociétés italiennes dont les actions sont



cotées sur des marchés réglementés d'autres pays de l'Union européenne.

En vertu de l'art. 2391-bis du Code civil, conformément aux principes mentionnés dans le Règlement, la « Procédure en matière d'opérations avec les parties liées » détermine les règles et les principes visant à assurer la transparence et l'exactitude substantielle et procédurale des opérations avec les parties liées réalisées directement par Giorgio Fedon & Figli S.p.A. ou par l'intermédiaire de sociétés contrôlées.

La société mère remplit actuellement les conditions prévues pour se prévaloir de la dérogation accordée par l'article 10, alinéa 1, du Règlement qui, sans préjudice des dispositions de l'art. 5 en matière d'information du public, prévoit pour les sociétés cotées de petite dimension la possibilité d'appliquer aux opérations d'importance majeure les modalités d'instruction et d'approbation prévues pour les opérations d'importance mineure.

La Procédure est publiée sur le site internet du Groupe [www.fedongroup.com](http://www.fedongroup.com).

## **Risques et incertitudes**

Le contexte macro-économique actuel est caractérisé par une série de facteurs d'incertitude liés principalement à la volatilité des marchés financiers, à l'évolution des taux d'intérêt, au coût des matières premières, au taux de chômage et aux difficultés croissantes d'accès au crédit. Ce contexte nécessite l'adoption de modèles de gestion des affaires rigoureux, qui permettent d'apaiser les incertitudes découlant de la prévisibilité limitée des événements futurs, influencés par des facteurs exogènes souvent incontrôlables. L'évolution des marchés à laquelle le Groupe doit faire face l'a poussé à revoir sa stratégie et à préparer un plan d'action incisif destiné à assurer la limitation des coûts et à maximiser son efficacité et sa compétitivité.

- Risques liés aux conditions générales de l'économie

La situation économique, patrimoniale et financière du Groupe est influencée par différents facteurs qui conditionnent le cadre macro-économique présent dans les différents pays où il opère, y compris le degré de confiance des consommateurs et des entreprises.

L'année 2010 a laissé apparaître des signes importants et tangibles de reprise du secteur de l'optique, secteur dans lequel le Groupe opère traditionnellement et concentre la partie la plus significative de son métier. Par contre, le secteur de la maroquinerie a enregistré des consommations relativement inchangées par rapport à l'année 2009, à l'exception de l'Asie, et les progrès obtenus au cours de l'exercice 2010 sont principalement dus à une plus grande pénétration commerciale de certains marchés plutôt qu'à une relance de la propension à l'achat des consommateurs. Le secteur de l'automation industrielle a lui aussi stagné ; la preuve en est une réduction des investissements des sociétés en technologie et machines. Donc, l'année 2010 s'est encore révélée incertaine et ne nous permet pas de nous tourner sereinement vers le futur sans craindre de risques d'affaiblissement de l'économie.



En ce qui concerne les informations requises par l'art. 2428 du Code civil sur les états financiers de l'exercice et par l'art. 40 du décret-loi n° 127/1991 sur les états financiers consolidés en ce qui concerne les objectifs et les politiques en matière de gestion du risque financier, il convient de souligner ce qui suit.

- Facteurs de risque financier

La Société s'expose à des risques financiers liés à son activité, qui se réfèrent plus particulièrement aux cas d'espèce suivants :

- Risque de crédit découlant des opérations commerciales ou des activités de financement. La Société limite son propre risque de crédit en appliquant aux clients qui en font la demande des conditions de paiement échelonnées liées à des ouvertures de crédit et en contrôlant constamment que le montant des encours ne dépasse pas celui des crédits octroyés. Toutefois, il existe des concentrations significatives de risque de crédit dues au poids (en pourcentage) de certains clients importants du secteur de l'optique sur le chiffre d'affaires. La Société estime cependant que, s'agissant d'entreprises leaders dans le monde de la production et de la commercialisation de produits optiques, ce risque est limité.
- Risque de liquidité lié à la disponibilité des ressources financières et à l'accès au marché du crédit. Le risque de liquidité doit être considéré comme moyen/haut, vu le niveau d'endettement de la Société par rapport aux volumes d'activité et aux capitaux propres. La Société a recours à l'affacturage *pro-soluto* pour une partie importante du chiffre d'affaires et, en 2010, a obtenu l'octroi d'un délai d'atermoisement sur les financements en cours, conformément à l'accord ABI du 6 août 2009, intervenu à partir du mois d'octobre 2009.
- Risque de change lié aux activités dans des zones de devises différentes des devises de dénomination. La Société opère au niveau international et est donc exposée au risque de change.
- Risque de taux d'intérêt lié à l'exposition de la Société sur des instruments financiers qui génèrent des intérêts. La Société utilise deux instruments financiers dérivés pour couvrir l'exposition au risque de taux liée à l'endettement bancaire et ne détient pas d'instruments financiers à caractère spéculatif.

Pour tous les détails techniques et pour de plus amples informations, veuillez vous reporter aux notes explicatives du bilan n° 27 et 28.

## **Informations sur le capital social**

Au 31 décembre 2010, le capital social de la Société est constitué de 1 900 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,58 euros chacune.

La composition du capital au 31.12.2010 présente un flottant d'environ 22 % et un contrôle par la famille Fedon équivalant à environ 78 %, au travers de personnes physiques et de différentes sociétés.

À la même date, Monsieur Callisto Fedon, Président du Conseil d'administration de Fedon S.p.A. contrôlait directement et indirectement 25,12 % du capital social de la Société.



Conformément aux dispositions de l'art. 123-bis alinéa 2 du *Testo Unico della Finanza*, veuillez vous reporter aux explications détaillées contenues dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise annexé aux présents états financiers.

## Participations détenues par les membres du conseil d'administration

En vertu de la norme comptable IAS 24 et de l'art. 79 du *Regolamento Emittenti* 11971/1999, selon les critères établis dans l'annexe 3C, la note n° 27 mentionne les participations détenues à titre personnel par les membres des organes d'administration et de contrôle de la Société.

## Évolution du titre

Le graphique ci-après indique l'évolution du titre au cours des 12 derniers mois.





## **Direction et coordination**

La Société n'est soumise à aucune activité de direction et de coordination de la part de sociétés ou de groupes.

## **Sociétés contrôlées sises en dehors du territoire de l'Union européenne**

L'organe administratif de Giorgio Fedon & Figli S.p.A., société qui contrôle les sociétés constituées et régies par des lois émanant d'États n'appartenant pas à l'Union européenne, a attesté de l'existence des conditions mentionnées à l'article 36 du règlement Consob n° 16191/2007, lettres a), b) et c). En particulier, il s'est assuré que les sociétés contrôlées sises en dehors du territoire de l'Union européenne :

- aient fourni au réviseur de la société mère les informations nécessaires au contrôle des comptes annuels et infra-annuels ;
- disposent d'un système administratif et comptable en mesure de faire parvenir régulièrement à la direction, à l'organe de contrôle et au réviseur de la société mère les données économiques, patrimoniales et financières nécessaires à la rédaction des états financiers consolidés.

## **Informations en vertu de l'art. 123 bis du T.U. n° 58/1998 (T.U.F.)**

Le rapport sur la gouvernance d'entreprise, englobant l'exercice 2010 et approuvé par le Conseil d'administration le 25 mars 2011, est un document rédigé séparément et non inclus dans le rapport de gestion. Le modèle adopté s'inspire substantiellement du *Codice di Autodisciplina* (Code de pratiques loyales) préparé par le Comité pour la gouvernance d'entreprise des sociétés cotées et édicté par Borsa Italiana S.p.A.

Le rapport sur la gouvernance d'entreprise est mis à la disposition des actionnaires auprès du siège social de la Société et est publié sur le site [www.fedongroup.com](http://www.fedongroup.com).

## **Protection des données à caractère personnel**

Dans le cadre des activités prévues par le décret-loi n° 196/03, dénommé « Code en matière de protection des données à caractère personnel », des activités utiles à l'évaluation du système de protection des informations qui relève de cette réglementation ont été mises en œuvre. Ces activités ont mis en lumière une adéquation substantielle aux formalités requises par la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel gérées par la société mère, y compris la rédaction du Document relatif à la Sécurité qui a été opportunément mis à jour au cours de l'exercice 2010.

## **Protection de l'environnement**

Au vu du type d'activités de la société mère, celle-ci ne possède pas d'installations et/ou de processus industriels en mesure de constituer un risque potentiel pour l'environnement. Toutefois, celle-ci met en œuvre une politique de collecte sélective des déchets ordinaires, d'élimination des déchets spéciaux dans le respect strict des normes en vigueur en la matière et d'un contrôle rigoureux du niveau des émissions acoustiques et des émissions atmosphériques, par ailleurs dûment autorisées par les autorités compétentes.



## **Perspectives futures**

Les trois premiers mois de l'exercice en cours laissent apparaître une hausse du chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'exercice précédent, en hausse de plus de 13,0 %, ainsi que par rapport au budget de la Société, en hausse de 7,9 %. Cette évolution nous permet d'envisager avec confiance la réalisation du budget prévu pour 2011, qui prévoit de consolider les résultats obtenus au cours de l'exercice 2010 afin de poser les bases solides d'un programme de développement pour les trois années de 2012 à 2014 en cours d'élaboration.

## **Événements postérieurs**

Après la date de clôture du bilan au 31 décembre 2010, aucun fait ou événement pouvant avoir un impact significatif sur la situation patrimoniale et économique mentionnée dans le rapport annuel consolidé clôturé à cette même date ne s'est produit.

Vallesella di Cadore, le 25 mars 2011

Le Président du Conseil d'administration  
Fedon Callisto



## Bilan consolidé

(montants en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2010	31/12/2009	01/01/2009 Retraité
<b>ACTIFS</b>				
Immobilisations corporelles	7	12.301	13.444	14.668
Immeubles de placements	8	1.231	1.422	1.451
Immobilisations incorporelles	9	1.096	2.149	2.880
Participations dans des sociétés associées		0	0	0
Actifs d'impôts différés	30	2.888	3.739	4.072
Autres actifs non courants	11	408	418	381
Actifs destinés à être cédés		0	0	0
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>17.923</b>	<b>21.172</b>	<b>23.452</b>
Stocks	12	10.445	10.149	13.042
Créances sur clients	13	13.977	15.097	19.374
Avoir fiscal	14	941	331	1.663
Autres actifs courants	23	203	272	225
Actifs financiers à la juste valeur détenus à des fins de transaction	15	442	252	1.903
Liquidités	16	2.951	2.358	1.124
<b>Total actifs courants</b>		<b>28.959</b>	<b>28.459</b>	<b>37.331</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>46.882</b>	<b>49.631</b>	<b>60.783</b>
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital Social	17	4.902	4.902	4.902
Réserve légale	17	980	980	980
Autres réserves	17	24.419	23.185	22.858
Report à nouveau des bénéfices	17	(19.408)	(15.716)	(11.177)
Résultat de l'exercice		1.179	(2.752)	(3.874)
<b>Capitaux propres du Groupe</b>		<b>12.072</b>	<b>10.599</b>	<b>13.689</b>
Capital et réserves (part des intérêts minoritaires)	17	(10)	8	(1)
Résultat (part des minoritaires)	17	(22)	(4)	(44)
<b>Capitaux propres (part des tiers)</b>		<b>(32)</b>	<b>4</b>	<b>(45)</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>12.040</b>	<b>10.603</b>	<b>13.644</b>
Financements des actionnaires		0	0	0
Financements à moyen-long terme	18	5.599	5.808	3.228
Provisions pour risques et charges	19	667	498	384
Avantages du personnel	20	2.887	2.652	3.486
Impôts différés	30	593	715	649
<b>Total passifs non courants</b>		<b>9.746</b>	<b>9.673</b>	<b>7.747</b>
Dettes commerciales et autres dettes	21	12.694	11.498	12.973
Financements à court terme	18	11.494	17.354	25.811
Dettes fiscales	22	432	38	56
Autres passifs courants	23	476	466	552
<b>Total passifs courants</b>		<b>25.096</b>	<b>29.356</b>	<b>39.392</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>46.882</b>	<b>49.631</b>	<b>60.783</b>



## Compte de résultat consolidé

(montants en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
<b>Actifs d'exploitation</b>			
Produits des ventes et des services	06	54.539	45.007
Autres produits	29	727	983
Achats matières premières et fournitures	29	(22.133)	(19.415)
Achat de prestation de services	29	(10.170)	(9.467)
Redevances de crédit-bail	29	(1.424)	(1.649)
Charges de personnel	29	(13.906)	(12.508)
Autres provisions et autres charges	29	(1.430)	(1.075)
Correction des frais	29	471	1.378
<b>EBITDA</b>		<b>6.674</b>	<b>3.254</b>
Amortissements	29	(2.568)	(3.263)
Dépréciation des immobilisations	29	(614)	(838)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>3.492</b>	<b>(847)</b>
Charges financières	29	(2.643)	(2.194)
Produits financiers	29	1.528	923
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>2.378</b>	<b>(2.118)</b>
Impôts sur les bénéfices	30	(1.221)	(638)
<b>Résultat net d'exploitation</b>		<b>1.157</b>	<b>(2.756)</b>
<b>Actifs destinés à être cédés</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Résultat net des actifs destinés à être cédés</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>1.157</b>	<b>(2.756)</b>
Résultat (part des minoritaires)		(22)	(4)
<b>Résultat du Groupe</b>		<b>1.179</b>	<b>(2.752)</b>
<b>Bénéfice par action</b>			
- base, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		€ 0,63	-€ 1,48
- base, pour le bénéfice découlant des actifs d'exploitation distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		€ 0,63	-€ 1,48
- dilué, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		€ 0,63	-€ 1,48
- dilué, pour le bénéfice découlant des actifs d'exploitation distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		€ 0,63	-€ 1,48



## État des variations des capitaux propres consolidés

	Capital social	Réserve légale	Réserve de convers.	Actions propres	Autres	Résultats reportés y compris bénéfice d'exploitation	Capitaux propres du Groupe	Capital et rés. (part min.)	Capitaux propres consolidés
<b>Solde au 31 décembre 2008</b>	<b>4.902</b>	<b>980</b>	<b>95</b>	<b>(120)</b>	<b>22.883</b>	<b>(14.428)</b>	<b>14.312</b>	<b>(45)</b>	<b>14.267</b>
Retraitement conformément aux dispositions de la norme IAS 8						(623)	(623)		(623)
<b>Solde rectifié au 31.12.2008</b>	<b>4.902</b>	<b>980</b>	<b>95</b>	<b>(120)</b>	<b>22.883</b>	<b>(15.051)</b>	<b>13.689</b>	<b>(45)</b>	<b>13.644</b>
<b>Mouvements de capitaux propres de l'exercice 2009</b>									
Affectation résultat					664	(664)	0		
Différences de conversion			(53)				(53)		(53)
Autres mouvements					(284)		(284)	53	(231)
Résultat de l'exercice 2009				(1)		(2.697)	(2.698)	(4)	(2.702)
<b>Solde au 31 décembre 2009</b>	<b>4.902</b>	<b>980</b>	<b>42</b>	<b>(121)</b>	<b>23.263</b>	<b>(18.412)</b>	<b>10.654</b>	<b>4</b>	<b>10.658</b>
Retraitement conformément aux dispositions de la norme IAS 8						(55)	(55)		(55)
<b>Solde rectifié au 31.12.2009</b>	<b>4.902</b>	<b>980</b>	<b>42</b>	<b>(121)</b>	<b>23.263</b>	<b>(18.467)</b>	<b>10.599</b>	<b>4</b>	<b>10.603</b>
<b>Mouvements de capitaux propres de l'exercice 2010</b>									
Affectation résultat					940	(940)	0		0
Différence de conversion			309				309		309
Autres mouvements				9	-24		(15)	(13)	(28)
Résultat de l'exercice 2010						1.179	1.179	(22)	1.157
<b>Solde au 31 décembre 2010</b>	<b>4.902</b>	<b>980</b>	<b>351</b>	<b>(112)</b>	<b>24.179</b>	<b>(18.228)</b>	<b>12.072</b>	<b>(31)</b>	<b>12.040</b>

<b>État du résultat global</b>	Notes	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>1.179</b>	<b>(2.752)</b>
Variation de la réserve de couverture des flux de trésorerie		0	(176)
Variation de la réserve de conversion		309	(53)
<b>Résultat net global</b>		<b>1.488</b>	<b>(2.981)</b>

(\*) effet fiscal déjà englobé dans la détermination des impôts sur les bénéfices de la période



## Tableau de Flux de Trésorerie consolidé

<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>	Notes	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
<b>Résultat net du Groupe découlant des actifs d'exploitation</b>		1.179	(2.752)
<b>Résultat net des actifs destinés à être cédés</b>		0	0
<b>Résultat (part des minoritaires)</b>		(22)	(4)
<b>Flux non monétaires :</b>			
Amortissements		3.182	4.101
Provision pour dépréciation des créances		416	299
Moins-values (plus-values) nettes		(276)	(91)
Moins-values cession participations dans société associée		0	0
Plus-values sur cession actifs destinés à être cédés			
Provision (utilisation) pour indemnités de fin de contrat		235	(834)
Dotations (utilisation) provisions pour risques et charges		169	140
Provision (utilisation) impôts différés		729	399
Charges financières actualisées		0	0
<b>Variations des actifs et passifs courants :</b>			
Créances sur clients		704	4.011
Autres actifs courants		(541)	1.285
Stocks		(296)	2.893
Dettes commerciales		1.196	(1.475)
Autres passifs		404	(104)
<b>Total ajustements et variations</b>		<b>5.900</b>	<b>10.620</b>
<b>Flux net de Trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>		<b>7.079</b>	<b>7.868</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
Réalisation d'immobilisations corporelles		552	60
Intérêts perçus		8	28
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(561)	(1.086)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(531)	(927)
Investissements dans d'autres actifs non courants		10	(37)
Actifs financiers à la juste valeur détenus à des fins de transaction		(190)	1.651
Acquisition des capitaux propres des minoritaires		0	0
Réalisation des actifs destinés à être cédés		0	0
Acquisition d'entreprise, nette des liquidités acquises		0	0
<b>Flux de trésorerie provenant (utilisés) des activités d'investissement</b>		<b>(712)</b>	<b>(311)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Distribution des dividendes		0	0
Actions propres		0	0
Autres mouvements capitaux propres		(15)	(394)
Emprunts de financements à moyen/long terme envers les banques		628	2.580
(Remboursements) de financements à moyen/long terme envers les banques		(444)	(1.503)
Emprunts (remboursements) nets de financements à court terme envers les banques		(6.252)	(6.954)
<b>Flux de trésorerie provenant (utilisés) des activités de financement</b>		<b>(6.083)</b>	<b>(6.271)</b>
Différences de change sur immobilisations		0	0
Variation de la réserve de change		309	(53)
Effet des variations des cours de change sur les flux de trésorerie		309	(53)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie</b>		<b>593</b>	<b>1.233</b>
<b>Trésorerie en début de période</b>		<b>2.358</b>	<b>1.124</b>
<b>Trésorerie en fin de période</b>		<b>2.951</b>	<b>2.358</b>
<b>Intérêts versés</b>		<b>601</b>	<b>1.015</b>
<b>Impôts versés sur les bénéfices</b>		<b>457</b>	<b>291</b>



## Principes comptables et notes explicatives

### **01. Informations relatives à la Société**

La publication des présents états financiers consolidés de Giorgio Fedon & Figli S.p.A. (la Société) pour l'exercice clos au 31 décembre 2010 a été autorisée par délibération du Conseil d'administration en date du 25 mars 2011. Giorgio Fedon & Figli S.p.A. est une société anonyme de droit italien, inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Belluno et cotée au Marché Euronext Paris - Compartiment C.

Les principales activités de la Société sont décrites à la note n° 06.

### **02. Principes comptables et critères de rédaction**

#### **Principes de base**

Le bilan consolidé du Groupe Fedon au 31 décembre 2009 a été rédigé sur la base des International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS » ou « principes comptables internationaux ») édictés par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et adoptés par la Commission européenne conformément à la procédure explicitée à l'art. 6 du Règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil en date du 19 juillet 2002 lors de la rédaction des présents états financiers, ainsi qu'en vertu des dispositions du décret-loi n° 38/2005. Les IFRS désignent également tous les principes comptables internationaux revus (IAS) et toutes les interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC), précédemment dénommé Standing Interpretations Committee (SIC).

Les principes comptables adoptés sont conformes à ceux utilisés lors de l'exercice précédent à l'exception des indications reportées au paragraphe « Principes comptables, amendements et interprétations appliqués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 ».

Tel qu'illustré dans la note « Retraitement pour erreurs et changements de méthodes comptables », à la suite des rectifications et provisions pour erreurs, et telles que définies par la norme IAS 8, effectuées en relation aux avantages du personnel (indemnités de fin de contrat), les données comparatives de l'exercice 2008 ont été retraitées (« restated »). Pour les mêmes raisons, la situation patrimoniale et financière au 1<sup>er</sup> janvier 2009 est à nouveau présentée.

Les présents états financiers sont rédigés dans la perspective de la continuité d'exploitation de la Société, selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

Les états financiers ont été rédigés sur la base du critère du coût historique, à l'exception des actifs financiers détenus à des fins de transaction et de certains actifs et passifs financiers, y compris les instruments dérivés qui sont inscrits à la juste valeur (fair value).

Les états financiers consolidés se composent du bilan, du compte de résultat, de l'état des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et des notes explicatives suivantes.



Pour une meilleure lisibilité, les notes explicatives, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie, tout comme le rapport de gestion, sont présentés avec des montants exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Le bilan et le compte de résultat sont quant à eux présentés en unités d'euros.

### **Choix des schémas des états financiers**

Lors de la préparation des documents qui composent les états financiers, le Groupe a adopté les critères suivants :

#### **- Bilan**

Les actifs et les passifs présentés au bilan ont été classés distinctement entre actifs courants et non courants conformément aux dispositions de la norme comptable IAS 1.

En particulier, un actif doit être classé en tant qu'actif courant lorsqu'il remplit l'un des critères suivants :

- (a) l'entité s'attend à réaliser l'actif, entend le vendre ou le consommer, dans son cycle d'exploitation normal ;
- (b) elle détient le passif principalement aux fins d'être négocié ;
- (c) elle s'attend à réaliser cet actif dans les douze mois qui suivent la période de reporting ;
- (d) l'actif se compose de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie.

Tous les autres actifs ont été classés en tant qu'actifs non courants.

Un passif doit être classé en tant que passif courant lorsqu'il remplit l'un des critères suivants :

- (a) l'entité s'attend à régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal ;
- (b) elle détient le passif principalement aux fins d'être négocié ;
- (c) le passif doit être réglé dans les douze mois qui suivent la période de reporting ;
- (d) l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois après la période de reporting.

Tous les autres passifs ont été classés en tant que passifs non courants.

De plus, sur la base des dispositions du principe IFRS 5, les actifs (et les passifs inclus) dont la valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue sont classés, lorsqu'ils existent, en tant qu' « Actifs détenus en vue de la vente » et « Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés ».

#### **- Compte de résultat**

Les coûts sont classés sur la base du critère de leur nature.

#### **- État des variations des capitaux propres**

L'état a été rédigé en présentant les postes par colonne, avec rapprochement des soldes de début et de fin de période de chacun des postes qui composent les capitaux propres.



#### - État des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont présentés en utilisant la méthode indirecte autorisée par IAS 7, car ce critère est le plus conforme au secteur d'activités dans lequel l'entreprise opère. En appliquant ce critère, le résultat de l'exercice a été ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, des activités opérationnelles, financières et d'investissement.

#### **Principes comptables, amendements et interprétations appliqués depuis le 1<sup>er</sup> janvier et non pertinents pour le Groupe.**

Les principes comptables suivants sont applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et se réfèrent à des cas d'espèce non présents dans les états financiers du Groupe FEDON clos au 31 décembre 2010 :

- IFRS 3 (2008) - Regroupements d'entreprises. La version révisée de l'IFRS 3 a introduit d'importantes modifications principalement en matière de : acquisitions par étapes de sociétés contrôlées ; faculté d'évaluer à la juste valeur d'éventuelles participations dans l'entreprise acquise lors d'une acquisition partielle ; imputation sur le compte de résultat de tous les frais liés au regroupement d'entreprises et identification à la date d'acquisition des passifs pour paiements conditionnels.
- IAS 27 (2008) – États financiers consolidés et individuels. Les modifications apportées à la norme IAS 27 concernent principalement le traitement comptable des transactions ou événements qui modifient les parts d'intérêt dans des sociétés contrôlées et la répartition des pertes de la société contrôlée entre les participations donnant le contrôle et celles ne donnant pas le contrôle.

Les principes, amendements, améliorations et interprétations suivants, applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, se réfèrent eux aussi à des cas d'espèce non présents dans les états financiers du Groupe clos au 31 décembre 2010 :

- *Amélioration* de l'IFRS 5 - Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.
- Amendements à la norme IAS 28 - Participations dans des entreprises associées et à la norme IAS 31 - Participations dans des coentreprises, consécutifs aux modifications apportées à la norme IAS 27.
- *Améliorations* des IAS/IFRS (2009).
- Amendement au principe IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions : transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.
- IFRIC 17 - Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires.
- IFRIC 18 – Transferts d'actifs provenant de clients.
- Amendement à la norme IAS 39 - Instruments financiers : comptabilisation et évaluation - Éléments éligibles à la couverture.

#### **Principes de consolidation**

Les comptes consolidés comprennent les bilans de Giorgio Fedon & Figli S.p.A. et de ses sociétés contrôlées, établis au 31 décembre de chaque exercice. Les chiffres utilisés pour la consolidation des sociétés contrôlées proviennent des états financiers préparés par les administrateurs de chacune des sociétés contrôlées. Ces données ont été modifiées et reclassées de façon appropriée, lorsque cela s'est



avéré nécessaire, afin de les homogénéiser pour qu'elles répondent aux principes comptables internationaux ainsi qu'aux critères de classification du Groupe.

Les soldes et transactions intragroupe, y compris les bénéfices et les pertes éventuels non réalisés provenant de transactions intragroupe comptabilisées à l'actif, sont totalement éliminés.

Les sociétés contrôlées sont intégralement consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date à laquelle le Groupe en prend le contrôle, et elles cessent d'être consolidées à la date où leur contrôle est transféré en dehors du Groupe.

Les intérêts minoritaires représentent la part de profits ou de pertes et d'actifs nets non détenue par le Groupe et font l'objet d'un poste distinct dans le compte de résultat, et dans le bilan parmi les composants des capitaux propres, séparément des capitaux propres du Groupe. Les acquisitions d'intérêts minoritaires sont comptabilisées selon la méthode de la « parent entity extension », sur la base de laquelle l'écart entre le prix payé et la valeur comptable de la quote-part des actifs nets achetés est comptabilisé comme écart d'acquisition.

### **03. Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société mère Giorgio Fedon & Figli S.p.A. et des sociétés italiennes et étrangères sur lesquelles Fedon a le droit d'exercer le contrôle, directement ou indirectement (par le biais de ses sociétés contrôlées), de déterminer les choix financiers et de gestion et d'obtenir les bénéfices correspondants.

Les sociétés contrôlées sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle a été effectivement transféré au Groupe et cessent d'être consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré en dehors du Groupe.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2010 et consolidées à l'aide de la méthode de l'intégration globale sont les suivantes :

Dénomination sociale	Siège social	Part du Groupe
<b>Société mère</b>		
<b>Giorgio Fedon &amp; F.lli S.p.A.</b>	<b>Italie</b>	<b>-</b>
<i>Sociétés contrôlées intégralement consolidées</i>		
Hawk Automazioni S.r.l.	Italie	95,00%
Fedon Tunisie S.a.r.l.	Tunisie	99,00%
Genetier S.a.s.	France	100,00%
Kapunkt GmbH	Allemagne	100,00%
Fedon America Inc.	États-Unis	100,00%
Fedon Industries S.A.	Luxembourg	100,00%
East Coast S.r.l.	Roumanie	100,00%
Shenzhen Fei Dong Limited	Chine	100,00%
Shenzhen Fei Chi Limited	Chine	100,00%
Fedon Far East Limited	Hong Kong	100,00%
GF 1919 New York	États-Unis	100,00%
GF 1919 Far East	Hong Kong	100,00%



## **04. Estimations comptables significatives**

### **Incertitude des estimations**

Les estimations effectuées à la date de clôture des états financiers sont revues périodiquement et pourraient entraîner des ajustements significatifs dans les valorisations des actifs et passifs avant la clôture du prochain exercice.

Ces estimations sont utilisées pour comptabiliser les provisions pour risques de crédit, pour dépréciation de stocks, dotations aux amortissements, provisions pour dépréciation d'actifs, pour avantages du personnel, pour impôts et pour risques et charges ainsi que pour fiscalité différée active.

En particulier :

### **Perte de valeur de l'écart d'acquisition**

L'écart d'acquisition est soumis à un test, avec une périodicité annuelle, quant à d'éventuelles pertes de valeur. Ce test requiert une estimation de la valeur d'utilisation de l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle est attribué l'écart d'acquisition, basée à son tour sur l'estimation des flux financiers attendus par l'unité et sur leur actualisation, sur la base d'un taux d'escompte adéquat.

### **Impôts différés actifs**

Les impôts différés actifs sont comptabilisés conformément à la norme IAS 12 et englobent ceux liés aux pertes fiscales reportées, dans la mesure où il est probable de dégager des bénéfices fiscaux adéquats au titre desquels lesdites pertes pourront être utilisées et les extournes des écarts temporaires absorbées. Une évaluation discrétionnaire est demandée aux membres du conseil d'administration en vue de déterminer le montant des impôts différés actifs pouvant être comptabilisés. Ils doivent estimer leur probabilité de survenance dans le temps et le montant des bénéfices futurs fiscalement imposables, ainsi qu'une stratégie de planification des impôts futurs.

### **Frais de développement**

Les frais de développement sont capitalisés sur la base du principe comptable explicité ci-après. Pour déterminer les montants à capitaliser, les administrateurs doivent élaborer des hypothèses concernant les flux de trésorerie futurs attendus des immobilisations, les taux d'escompte à appliquer et les périodes de manifestation des bénéfices attendus.

### **Provisions pour risques et charges**

La Société a utilisé les estimations pour l'évaluation des provisions pour risques de crédit, pour garanties données aux clients, pour restructuration, pour dépréciation de stocks et pour d'autres risques et charges. Pour plus de détails, veuillez vous reporter aux notes relatives à chaque poste de bilan.



## 05. Synthèse des principaux critères comptables

### Immeubles, installations et machines

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût historique, comprenant les frais accessoires directement imputables et nécessaires à la mise en service du bien en vue de l'utilisation pour laquelle il a été acheté.

Les terrains, à la fois nus ou rattachés à des constructions industrielles, ont été généralement comptabilisés séparément et ne sont pas amortis car ils ont une durée d'utilité illimitée.

Certains biens ayant fait l'objet d'une réévaluation lors des périodes précédant la date de transition (1<sup>er</sup> janvier 2006) sont comptabilisés sur la base de leur valeur réévaluée à la date de réévaluation, considérée comme coût présumé (*deemed cost*).

Les frais d'entretien et de réparation, qui ne sont pas susceptibles de valoriser et/ou de prolonger la durée de vie résiduelle des biens, sont généralement enregistrés en charges dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont soutenus.

Les immobilisations corporelles sont présentées nettes des amortissements cumulés s'y rattachant ainsi que d'éventuelles pertes de valeur déterminées selon les modalités décrites ci-après. L'amortissement est calculé linéairement sur la base de la durée d'utilité estimée pour l'entreprise, celle-ci étant réexaminée tous les ans et, le cas échéant, modifiée suite à d'éventuels changements par application prospective.

Les principales quotes-parts technico-économiques utilisées sont les suivantes :

Terrains	Non applicable
Constructions industrielles	De 0,15 % à 2 %
Constructions civiles	3 %
Constructions légères	10 %
Installations génériques	17,5 %
Installations et machines	De 0,42 % à 6,67 %
Matériel et outillage	25 %
Autres biens :	
- Matériel informatique	20 %
- Matériel et équipements de bureau	12 %
- Véhicules de tourisme	20-25 %

Lors de la vente d'un bien ou lorsqu'il ne reste aucun bénéfice financier futur attendu de son utilisation, celui-ci est sorti du bilan et l'éventuelle perte ou bénéfice (calculé(e) comme différence entre la valeur de cession et la valeur d'entrée) est indiqué(e) sur le compte de résultat de l'exercice.

Les biens acquis par des contrats de crédit-bail sont inscrits à la valeur normale du bien au début du contrat, avec comptabilisation simultanée au passif de la dette financière correspondante vis-à-vis des sociétés de location.

Les amortissements de ces biens sont calculés en fonction de la durée d'utilité économique d'une manière analogue à ce qui a été effectué pour les autres immobilisations corporelles.



### **Immeubles de placements**

Les terrains et les constructions détenus afin de percevoir un loyer ou à titre de placement sont inscrits au coût total comprenant les charges accessoires liées à l'acquisition et le montant net vis-à-vis des amortissements et d'éventuelles pertes de valeur.

Les reclassements portant sur un immeuble de placement se produisent lorsque, et seulement lorsque, il y a un changement d'utilisation tel que : la cessation d'utilisation directe ou la prise d'effet d'un contrat de crédit-bail opérationnel avec des tiers.

### **Écart d'acquisition**

L'écart d'acquisition, à durée de vie indéterminée, représente l'excédent du coût d'acquisition sur la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables. Après l'inscription initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, diminué des éventuelles pertes de valeurs cumulées. L'écart d'acquisition fait l'objet au moins annuellement d'un test de dépréciation (*impairment test*), destiné à déterminer les éventuelles réductions de valeur. Afin de réaliser correctement les analyses de valorisation, l'écart d'acquisition est alloué à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie qui bénéficieront des synergies de l'acquisition.

### **Actifs incorporels**

Un actif incorporel n'est comptabilisé que s'il est identifiable, contrôlable, si l'on prévoit qu'il génère des bénéfices économiques futurs et si son coût peut être déterminé de façon fiable. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont évaluées au prix d'acquisition ou de revient après amortissements et pertes de valeur accumulés.

L'amortissement est paramétré d'après la durée d'utilité prévue et commence dès que l'actif est prêt à être mis en service.

Chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle peut s'être dépréciée, l'on procède à l'estimation de la valeur recouvrable de l'actif, en imputant la dépréciation éventuelle au compte de résultat. Lorsque les conditions pour la dépréciation précédemment effectuée disparaissent, la valeur comptable de l'actif est rétablie avec imputation au compte de résultat, dans les limites de la valeur nette d'entrée que l'actif en objet aurait eu si la dépréciation n'avait pas été effectuée et si les amortissements avaient été effectués.

### **Frais de recherche et développement**

En vertu de la norme IAS 38, les frais de recherche sont comptabilisés en charges au compte de résultat au moment où ils sont supportés.

Les frais de développement d'une activité sont capitalisés si la faisabilité technique et commerciale ainsi que le rendement du capital investi de ladite activité sont certains et déterminés, et si la Société a l'intention et les ressources nécessaires pour réaliser son développement. Les frais capitalisés englobent le coût des matériaux, le coût salarial et une part correspondante de frais généraux. Ils sont inscrits au coût, après amortissements cumulés et pertes dues à l'*impairment*.



Les actifs incorporels, autres que les frais de développement, générés en interne ne sont pas capitalisés et sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été supportés.

Les bénéfices ou les pertes découlant de la vente d'un actif incorporel sont déterminés par la différence entre la valeur de cession et la valeur d'entrée du bien et sont comptabilisés dans le compte de résultat au moment de la vente.

### **Dépréciation des actifs (*impairment*)**

À chaque clôture de bilan, le Groupe évalue l'éventuelle existence d'indicateurs de dépréciation des actifs à durée de vie indéterminée. Dans ce cas, ou dans les cas où une vérification annuelle des dépréciations est requise, le Groupe effectue une estimation de la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif ou d'une Unité Génératrice de Trésorerie (*cash generating unit*) nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité. Elle est déterminée pour chaque actif, sauf lorsque cet actif ne génère pas de flux de trésorerie qui soient suffisamment indépendants de ceux générés par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, cet actif a subi une perte de valeur et doit donc être déprécié pour atteindre sa valeur recouvrable. En déterminant la valeur d'utilité, le Groupe déduit de la valeur actuelle les flux de trésorerie futurs en utilisant un taux d'actualisation avant impôt comprenant un taux d'intérêt sans risque en y rajoutant les risques inhérents à l'actif. Les dépréciations enregistrées par l'actif d'exploitation sont comptabilisées dans le compte de résultat dans les catégories de coût correspondant à la fonction de l'actif qui a enregistré la dépréciation.

À chaque clôture, le Groupe évalue également l'éventuelle existence d'indicateurs de diminution (ou de réduction) de pertes de valeur précédemment comptabilisées et, si ces indicateurs existent, estime la valeur recouvrable. La valeur d'un actif précédemment déprécié peut être réajustée uniquement s'il y a eu des changements dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif suite à la dernière comptabilisation de perte de valeur. Dans ce cas, la valeur comptable de l'actif est portée à la valeur recouvrable, sans toutefois que la valeur ainsi augmentée puisse excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée au cours des exercices précédents. Chaque reprise est comptabilisée en tant que produit dans le compte de résultat. Si l'actif est comptabilisé pour un montant réévalué, la reprise devra être traitée comme une réévaluation. Après avoir comptabilisé une reprise suite à un test de valorisation, la part d'amortissement de l'actif est corrigée pour les périodes futures, afin de répartir la valeur comptable modifiée, nette d'éventuelles valeurs résiduelles, linéairement tout le long de la vie utile restante.

### **Participations dans d'autres entreprises**

Les participations dans d'autres entreprises sont classées, dans le cadre de leur évaluation, comme actifs financiers disponibles pour la vente et sont évaluées à la juste valeur avec affectation des effets dans les capitaux propres. Quand il n'est pas possible de déterminer la juste valeur de façon fiable, les participations sont évaluées au coût d'acquisition corrigé des pertes durables de valeur, dont l'effet est pris en compte dans le compte de résultat.



## **Stocks**

Les stocks sont évalués à la valeur la plus faible entre leur coût moyen d'acquisition ou de revient et leur valeur de réalisation présumée découlant de l'évolution du marché. La valeur présumée de réalisation est déterminée sur la base du prix de vente estimé dans des conditions normales de marché, net des coûts directs de vente.

Le coût d'acquisition a été utilisé pour les produits acquis destinés à la revente et pour les matériaux d'usage direct ou indirect, acquis et utilisés dans le cycle de production, alors que le coût de revient a été adopté pour les produits finis ou en cours de réalisation.

Pour déterminer le coût d'acquisition, l'on a pris en compte le coût effectivement supporté, incluant les frais accessoires à imputation directe, parmi lesquels les frais de transport et les charges douanières après déduction des remises commerciales.

Dans le coût de revient, l'on a pris en compte non seulement le coût des matériaux utilisés, tel que défini ci-dessus, mais aussi les coûts industriels à imputation directe et indirecte.

Les stocks obsolètes et à faible rotation sont dépréciés selon leur possibilité d'utilisation ou de réalisation.

## **Créances sur clients**

Les créances sur clients sont incluses dans l'actif courant, à l'exception de celles ayant une échéance contractuelle supérieure à douze mois par rapport à la date du bilan, qui sont classées dans l'actif non courant. Ces actifs sont évalués au coût amorti sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créances ayant une échéance supérieure à un an, non rémunérées ou qui produisent des intérêts inférieurs au marché, sont actualisées en utilisant les taux du marché. Les créances commerciales sont actualisées en présence de délais de paiement supérieurs aux délais de paiement moyens octroyés. Pour les créances commerciales, l'ajustement à la valeur de réalisation se fait par l'inscription de provisions pour dépréciation constituées en présence d'une évidence objective que le Groupe ne sera pas en mesure d'encaisser la créance à sa valeur d'origine.

## **Actifs financiers à la juste valeur détenus à des fins de transaction**

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction comprennent des titres de la dette publique détenus par le Groupe relatifs à des activités de négociation ou toutes activités dans le cadre d'achats pour la vente à court terme. Les produits ou pertes enregistrés à la clôture sur ces actifs sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice.

## **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Les liquidités et les dépôts à court terme dans le bilan comprennent les montants en caisses et les dépôts à vue et à court terme qui, dans ce dernier cas, ont une échéance prévue à l'origine inférieure ou égale à trois mois.



## **Capitaux propres**

### **Capital Social**

Le capital social est représenté par le capital souscrit et libéré.

Les coûts strictement liés à l'émission de nouvelles actions sont classés en déduction directe des capitaux propres, nets de l'effet fiscal différé.

### **Actions propres**

Les actions propres sont présentées en déduction des capitaux propres. Le coût d'acquisition des actions propres et les produits découlant des éventuelles ventes successives sont comptabilisés en tant que mouvements de capitaux propres. La réserve actions propres en portefeuille inscrite lors de précédents exercices est classée au sein de la réserve bénéfices non répartis.

### **Financements**

Tous les financements sont comptabilisés initialement à la juste valeur du montant reçu, net des frais accessoires de mise en place du financement.

Après la comptabilisation initiale, les financements sont évalués sur la base du critère du coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Chaque bénéfice ou perte est comptabilisé au compte de résultat quand le passif s'éteint, en sus du processus d'amortissement.

### **Dettes commerciales**

Les dettes commerciales, dont l'échéance correspond à des délais commerciaux normaux, ne sont pas actualisées et sont inscrites au coût (identifié par leur valeur nominale).

### **Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées quand le Groupe doit faire face à une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, engendrant une sortie de ressources probable pour faire face à cette obligation et dont le montant peut être estimé de manière fiable. Lorsque le Groupe estime qu'une provision pour risques et charges sera en partie ou entièrement remboursée, par exemple en cas de risques couverts par des polices d'assurance, l'indemnisation est comptabilisée de façon distincte et séparée dans l'actif si, et seulement si, elle apparaît pratiquement garantie. Dans ce cas, le compte de résultat inclut le coût de l'éventuelle provision correspondante, net du montant comptabilisé pour l'indemnisation. Si l'actualisation sans risque est significative, les provisions sont actualisées en utilisant un taux d'intérêt avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques du passif. Lorsque l'actualisation est effectuée, l'accroissement de la provision due au cours du temps est comptabilisé comme charge financière.



### **Avantages du personnel**

Les avantages garantis au personnel et octroyés au moment de ou après la cessation du contrat de travail au travers de programmes à prestations définies (indemnités de fin de contrat échéant au 31 décembre 2010) sont reconnus à la date d'échéance du droit.

Le passif relatif aux régimes à prestations définies, net d'éventuels actifs du régime, est déterminé sur la base d'hypothèses actuarielles et comptabilisé de façon cohérente sur la base des prestations de travail nécessaires à l'obtention desdits avantages.

L'évaluation du passif est effectuée par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Les pertes et profits découlant du calcul actuariel sont comptabilisés au compte de résultat comme charge ou produit quelle que soit la valeur de ceux-ci, sans utiliser la méthode du corridor.

Le montant reflète non seulement les dettes échues à la date de clôture du bilan, mais également les futures augmentations salariales ainsi que les dynamiques statistiques y relatives.

Les avantages garantis au personnel au travers de programmes à prestations définies (également en vertu des récents changements de la législation italienne en matière de prévoyance) sont comptabilisés et donnent lieu à la comptabilisation simultanée d'un passif évalué à la valeur nominale.

### **Crédit-bail**

La définition d'un accord contractuel comme opération de crédit-bail (ou comprenant une opération de crédit-bail) se base sur la substance de l'accord et nécessite d'évaluer si la réalisation dudit accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs spécifiques et si l'accord transfère le droit à l'utilisation de cet actif.

### **Le Groupe en tant que locataire**

Les contrats de crédit-bail financier, qui transfèrent substantiellement au Groupe tous les risques et les bénéfices découlant de la propriété du bien loué, sont capitalisés à la date de commencement du crédit-bail à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des loyers. Les loyers sont répartis au prorata de la part de capital et de la part d'intérêts afin d'obtenir l'application d'un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel de la dette. Les charges financières sont comptabilisées directement dans le compte de résultat.

Les biens en crédit-bail capitalisés sont amortis sur le laps de temps le plus court entre la durée d'utilité estimée du bien et la durée du contrat de location, s'il n'existe pas de certitude raisonnable que le Groupe obtiendra la propriété du bien à la fin du contrat.

Les loyers du crédit-bail opérationnel sont comptabilisés comme des coûts dans le compte de résultat en annuités constantes réparties sur la durée du contrat.



### **Le Groupe en tant que bailleur**

Les contrats de crédit-bail qui laissent substantiellement dans le périmètre du Groupe tous les risques et les bénéfices de la propriété sont classés comme crédits-baux opérationnels. Les coûts initiaux de transaction sont ajoutés à la valeur comptable du bien loué et comptabilisés sur la base de la durée du contrat au même titre que les produits de location.

### **Instruments financiers dérivés**

Le Groupe détient des instruments dérivés dans le but de couvrir son exposition au risque de taux, due à des passifs spécifiques du bilan. Conformément à la stratégie choisie par le Groupe, celui-ci ne met pas en œuvre des opérations sur dérivés à des fins spéculatives. Quoiqu'il en soit, si ces opérations n'étaient pas qualifiables d'un point de vue comptable comme opérations de couverture sur la base des normes IAS 32 et 39, elles seraient enregistrées comme opérations autres que de couverture.

Les instruments dérivés sont classés comme instruments de couverture quand le rapport entre le dérivé et l'objet de la couverture est formellement documenté et l'efficacité de la couverture, vérifiée périodiquement, est élevée. Quand les instruments dérivés de couverture couvrent le risque de variation de la juste valeur des éléments faisant l'objet de couverture (couverture de juste valeur ; par ex. couverture des variations de la juste valeur d'actifs/passifs à taux fixe), ils sont comptabilisés à la juste valeur avec imputation des effets sur le compte de résultat ; de façon cohérente, les instruments faisant l'objet d'une couverture sont adaptés afin de refléter les variations de la juste valeur associées au risque couvert. Quand les dérivés couvrent les risques de variations des flux de trésorerie des éléments faisant l'objet de couverture (couverture de flux ; par ex. couverture des variations des flux de trésorerie d'actifs/passifs à taux variable dues aux variations des taux d'intérêt), les variations de la juste valeur sont initialement comptabilisées dans les capitaux propres et ensuite imputées sur le compte de résultat en fonction des effets économiques engendrés par l'opération couverte. Les variations de la juste valeur des dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour être qualifiés comme instruments dérivés de couverture sont comptabilisées au compte de résultat.

### **Conversion des postes en devise**

Les états financiers consolidés sont présentés en euro, qui est la devise fonctionnelle et la devise de présentation adoptée par le Groupe. Chaque entité du Groupe définit sa propre devise fonctionnelle, qui est utilisée afin d'évaluer les postes compris dans chaque bilan individuel. Les transactions en devise étrangère sont comptabilisées initialement au taux de change (par rapport à la devise fonctionnelle) en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires, libellés en devise étrangère, sont convertis dans la devise fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Toutes les différences de change sont comptabilisées dans le compte de résultat, à l'exception des différences résultant de financements en devise étrangère destinées à couvrir un investissement net dans une société étrangère, qui sont comptabilisées directement dans les capitaux propres jusqu'à ce que l'investissement net soit terminé, date à laquelle elles sont enregistrées dans le compte de résultat. Les impôts et les créances fiscales attribuables à des différences de change sur ces financements sont eux aussi traités directement dans les capitaux propres. Les actifs et passifs non monétaires évalués au coût historique en devise étrangère sont convertis en utilisant les taux de change en vigueur à la date initiale de comptabilisation de la transaction.



Les devises fonctionnelles utilisées par les sociétés contrôlées étrangères sont les suivantes :

Sociétés contrôlées	Devise locale	Change de fin d'exercice	Change moyen annuel
Fedon America Inc.	Dollar américain	1,3362	1,3268
GF 1919 New York	Dollar américain	1,3362	1,3268
Fedon Far East Ltd.	Dollar de Hong Kong	10,3856	10,3077
Fedon Far East Limited	Dollar de Hong Kong	10,3856	10,3077
East Coast S.r.l.	Nouveau Lei	4,262	4,2106
Shenzhen Fei Dong Limited	Renminbi	8,822	8,9805
Shenzhen Fei Chi Limited	Renminbi	8,822	8,9805

À la date de clôture des états financiers, les actifs et les passifs de ces sociétés contrôlées sont convertis dans la devise de présentation du Groupe Fedon (l'euro) au taux de change en vigueur à la date de clôture, et leur compte de résultat est converti en utilisant le taux de change moyen de l'exercice. Les différences de change découlant de la conversion sont comptabilisées directement dans les capitaux propres sous une rubrique distincte. Lors d'une cession ultérieure, les différences de change cumulées comptabilisées dans les capitaux propres relatifs à cette société étrangère particulière sont constatées en compte de résultat.

### Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés si la probabilité existe que les avantages économiques associés à la vente vont bénéficier au Groupe et que le montant correspondant peut être déterminé de façon fiable. Les critères spécifiques de comptabilisation des produits doivent être respectés avant l'imputation au compte de résultat.

### Vente de biens

Le produit est reconnu lorsque l'entreprise a transféré à l'acquéreur tous les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété du bien, qui a normalement lieu par la livraison du bien.

### Prestation de services

Le produit de la prestation de services est comptabilisé en référence au stade de réalisation de l'activité. Dans le cas où il est impossible de déterminer la valeur des produits de façon fiable, ces derniers sont comptabilisés jusqu'à concurrence des coûts soutenus que l'on estime pouvoir être récupérés.

### Intérêts

Les produits et les charges sont comptabilisés en résultat financier au prorata temporis sur la base du taux d'intérêt effectif.



### **Loyers actifs**

Les loyers découlant d'investissements immobiliers sont comptabilisés en annuités constantes sur la durée des contrats de location en vigueur à la date de clôture du bilan.

### **Bénéfice ou perte par action**

Le bénéfice (la perte) de base par action est calculé(e) en divisant le bénéfice net (la perte nette) de la période distribuable aux actionnaires qui possèdent des actions ordinaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le bénéfice (la perte) dilué(e) par action est calculé(e) par l'ajustement de la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation, pour tenir compte de toutes les actions ordinaires potentielles, ayant un effet dilutif.

### **Correction d'erreurs et changement de méthodes comptables**

La norme IAS 8 (Principes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs) régit, entre autres, les modalités de détermination et de représentation des erreurs des exercices précédents et les changements de méthodes comptables.

Le retraitement rétrospectif des montants consiste à corriger la comptabilisation, l'évaluation et la fourniture d'informations sur le montant d'éléments des états financiers comme si une erreur d'une période antérieure n'était jamais survenue.

En l'espèce, l'application de la norme IAS 8 a concerné les postes liés à la dette envers les salariés en raison de programmes avec un niveau de cotisation donné (indemnités de fin de contrat). À la suite de différentes évaluations actuarielles et du changement de méthode comptable avec la détermination du passif non plus effectuée par la « méthode du corridor », mais bien par la « méthode des unités de crédit projetées », la valeur de l'obligation de 2009 a été redéterminée (y compris la situation patrimoniale et financière de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2009), en rectifiant le montant de la dotation à la réserve initiale pour 623 milliers d'euros dans les capitaux propres et en rectifiant la dotation dans le compte de résultat de 2009 pour 55 milliers d'euros supplémentaires, et le 31 décembre 2009 pour un montant total de 678 milliers d'euros.

### **Impôts sur les bénéfices**

#### *Impôts courants*

Les impôts courants sur les bénéfices de la période sont déterminés sur la base de l'estimation des bénéfices imposables. Les taux utilisés et la législation fiscale de référence servant de base au calcul de l'impôt sont ceux adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture du bilan.

#### *Impôts différés*

Les impôts différés sont calculés en utilisant la « méthode du report variable » sur les différences temporelles existant à la date du bilan entre les valeurs fiscales prises comme référence pour les actifs et les passifs et les valeurs reportées au bilan.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables, sauf :



- lorsque les impôts différés passifs découlent de la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition, d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice de l'exercice calculé dans le cadre du bilan ni le bénéfice ou la perte calculés à des fins fiscales ;
- dans le cas de différences temporelles imposables liées à des participations dans des sociétés contrôlées, lorsque l'inversion des différences temporelles peut être contrôlée et lorsqu'il est probable que cette inversion ne se produira pas dans le futur.

Les impôts différés actifs comptabilisés sont relatifs à toutes les différences temporelles déductibles et aux reports à nouveau d'actifs et passifs fiscaux, dans la mesure de l'existence probable de bénéfices fiscaux futurs adaptés permettant d'utiliser les différences temporelles déductibles et les reports à nouveau d'actifs et de passifs fiscaux, sauf si :

- l'impôt différé actif lié aux différences temporelles déductibles découle de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice de l'exercice calculé dans le cadre du bilan, ni le bénéfice ou la perte calculés à des fins fiscales ;
- en ce qui concerne les différences temporelles imposables liées à des participations dans des sociétés contrôlées, les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les différences temporelles déductibles s'inverseront dans un futur proche et qu'il existe des bénéfices fiscaux adaptés vis-à-vis desquels les différences temporelles peuvent être utilisées.

La valeur des impôts différés actifs à reporter au bilan est réexaminée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il ne semble plus probable que des bénéfices fiscaux suffisants seront disponibles dans le futur pour permettre à tout ou partie de cette créance d'être utilisée. Les impôts différés actifs non reconnus sont réexaminés annuellement à la date de clôture du bilan et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable que le bénéfice fiscal est suffisant pour permettre que ces impôts différés actifs puissent être récupérés.

Les impôts différés actifs et passifs sont mesurés sur la base des taux d'imposition que l'on s'attend à voir appliquer à l'exercice au cours duquel ces actifs se réalisent ou ces passifs s'éteignent, en prenant en considération les taux en vigueur et ceux déjà adoptés ou quasi-adoptés à la date du bilan.

Les impôts sur les bénéfices relatifs à des postes comptabilisés directement dans les capitaux propres sont imputés directement dans les capitaux propres et non au compte de résultat.

Les impôts différés actifs et passifs sont compensés, pour autant qu'il existe un droit légal à compenser les actifs pour impôts courants avec les passifs pour impôts courants et que les impôts différés se réfèrent à la même entité fiscale et à la même autorité fiscale.



## 06. Informations sectorielles

Le premier niveau d'information sectorielle du Groupe est basé sur les secteurs d'activités, puisque les risques et le rendement du Groupe s'étudient en premier lieu via des différences entre les produits offerts. Le second niveau d'information sectorielle du Groupe repose sur les segments géographiques. Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées séparément sur la base de la nature des produits, et chaque secteur représente une unité stratégique d'affaires qui offre des produits sur des marchés différents.

Le secteur optique fournit l'information des ventes et des résultats des étuis à lunettes et des accessoires pour l'optique qui est le cœur de métier de l'entreprise.

Le secteur Autres fournit l'information sur la vente et les résultats du secteur maroquinerie qui comprend la production et les ventes des articles de bureau sous la marque « Giorgio Fedon 1919 », du secteur d'activité ayant trait à la production et à la commercialisation de présentoirs commerciaux et du secteur automation, comprenant la conception, la production et la vente d'équipements automatiques pour de nombreuses applications industrielles. Enfin, il comprend également les investissements immobiliers du Groupe et les recettes réalisées correspondantes.

Les prix de transfert entre les secteurs sont définis aux mêmes conditions que celles appliquées à des transactions avec des entités tierces. Les produits, les charges et les résultats par secteur comprennent les transferts entre secteurs qui sont en revanche neutralisés dans la consolidation.

Les informations par segment sont fournies en référence aux zones géographiques dans lesquelles opère le Groupe. Les zones géographiques ont été identifiées en tant que segments d'activité primaires. Les critères appliqués pour l'identification des segments d'activité secondaires ont été déterminés, entre autres, par les modalités au travers desquelles la direction gère le Groupe et attribue les responsabilités de gestion. En particulier, ces critères se basent sur le regroupement par zone géographique, défini en fonction de l'emplacement des activités du Groupe ; ainsi, les ventes identifiées suivant cette segmentation sont déterminées par origine de facturation et non par marché de destination.

Les tableaux suivants indiquent les données liées aux produits et aux résultats et présentent des informations sur certains actifs et passifs relatifs aux secteurs d'activité du Groupe pour les exercices clôturés au 31 décembre 2010 et 2009.

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2010	Secteur optique	% sur recettes	Autres secteurs	% sur recettes	Total	% sur recettes
<b>Produits</b>						
<b>Total produits</b>	<b>50.410</b>	<b>100%</b>	<b>4.129</b>	<b>100%</b>	<b>54.539</b>	<b>100%</b>
% sur total	92%		8%			
<b>Résultats</b>						
<b>Ebit</b>	<b>5.019</b>	<b>15%</b>	<b>(1.527)</b>	<b>-21%</b>	<b>3.492</b>	<b>6%</b>
% sur total	144%		-44%			

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE FEDON AU 31 DÉCEMBRE 2010



Charges financières nettes			(1.115)	-2%
Bénéfice (perte) avant impôts et intérêts minoritaires			<b>2.377</b>	5%
Impôts sur les bénéfices et intérêts minoritaires			(1.199)	-2%
Résultat des actifs destinés à être cédés			-	0%
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>			<b>1.178</b>	<b>2%</b>

**Actifs et passifs**

Actifs du secteur	37.880	4.483	42.363
Actifs non répartis			4.519
<b>Total actifs</b>	<b>37.880</b>	<b>4.483</b>	<b>46.882</b>
Passifs du secteur	31.184	2.016	33.200
Passifs non répartis			1.642
<b>Total passifs</b>	<b>31.184</b>	<b>2.016</b>	<b>34.842</b>

**Autres informations sectorielles**

Investissements en immobilisations incorporelles	421	140	561
Investissements en immobilisations corporelles	513	38	551
Amortissements	2.003	565	2.568

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2009	Secteur optique	% sur recettes	Autres secteurs	% sur recettes	Total Retraité	% sur recettes
<b>Produits</b>						
Total produits	<b>40.584</b>	100%	<b>4.423</b>	100%	<b>45.007</b>	100%
% sur total	90,17%		9,83%		100%	
<b>Résultats</b>						
Ebit	<b>1.594</b>	4%	<b>(2.386)</b>	-54%	<b>(847)</b>	-2%
% sur total	-188,19%		281,70%		100%	
Charges financières nettes					(1.271)	-3%
<b>Bénéfice (perte) avant impôts et intérêts minoritaires</b>					<b>(2.118)</b>	<b>-5%</b>
Impôts sur les bénéfices et intérêts minoritaires					(634)	-1%
Résultat des actifs destinés à être cédés					0	0%
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>					<b>(2.752)</b>	<b>-6%</b>
<b>Actifs et passifs</b>						
Actifs du secteur	38.089		6.782		44.871	
Actifs non répartis					4.760	
<b>Total actifs</b>	<b>38.089</b>		<b>6.782</b>		<b>49.631</b>	
Passifs du secteur	33.649		3.663		37.312	
Passifs non répartis					1.717	
<b>Total passifs</b>	<b>33.649</b>		<b>3.663</b>		<b>39.029</b>	

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE FEDON AU 31 DÉCEMBRE 2010



**Autres informations sectorielles**

Investissements en immobilisations incorporelles	545	381	926
Investissements en immobilisations corporelles	751	335	1.086
Amortissements	2.284	979	3.263

**Zones géographiques**

Les tableaux ci-après présentent des données relatives aux produits, suivant les zones géographiques du Groupe, pour les exercices clos au 31 décembre 2010 et 2009.

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2010	Italie	France	États-Unis	Autres	Total
<b>Produits</b>					
<b>Produits du secteur</b>	<b>31.090</b>	<b>4.190</b>	<b>3.723</b>	<b>15.536</b>	<b>54.539</b>
<i>% sur total</i>	<i>57%</i>	<i>8%</i>	<i>7%</i>	<i>28%</i>	<i>100%</i>
<b>Autres informations sectorielles</b>					
<b>Actifs du secteur</b>	<b>31.184</b>	<b>1.195</b>	<b>1.288</b>	<b>13.215</b>	<b>46.882</b>
Actifs non répartis	-	-	-	-	-
Participations dans des sociétés associées	-	-	-	-	-
<b>Total actifs</b>	<b>31.184</b>	<b>1.195</b>	<b>1.288</b>	<b>13.215</b>	<b>46.882</b>
Investissements en immobilisations incorporelles	550	0	0	11	561
Investissements en immobilisations corporelles	211	5	-	315	531

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2009	Italie	France	États-Unis	Autres	Total
<b>Produits</b>					
<b>Produits du secteur</b>	<b>24.993</b>	<b>3.803</b>	<b>3.889</b>	<b>12.322</b>	<b>45.007</b>
<i>% sur total</i>	<i>56%</i>	<i>8%</i>	<i>9%</i>	<i>27%</i>	<i>100%</i>
<b>Autres informations sectorielles</b>					
<b>Actifs du secteur</b>	<b>38.045</b>	<b>886</b>	<b>1.257</b>	<b>9.443</b>	<b>49.631</b>
Actifs non répartis	-	-	-	-	-
Participations dans des sociétés associées	-	-	-	-	-
<b>Total actifs</b>	<b>38.045</b>	<b>886</b>	<b>1.257</b>	<b>9.443</b>	<b>49.631</b>
Investissements en immobilisations corporelles	545	8	36	337	926
Investissements en immobilisations incorporelles	1.032	-	-	54	1.086



## 07. Immeubles, installations et machines

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2010	Terrains et constructions	Installations et machines	Outillage et mobilier	Autres biens matériels	Total
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier, net des dotations aux amort. et dépréc.</b>	<b>7.601</b>	<b>3.533</b>	<b>1.601</b>	<b>709</b>	<b>13.444</b>
Augmentations	19	312	195	5	531
Cessions	(189)	(695)	(290)	(85)	(1.259)
Réévaluations					-
Autres mouvements (utilisations)	3	788	282	6	1.079
Variation périmètre de consolidation					-
Dépréciations	-	-	-	-	-
Quote-part d'amortissement de l'année	(191)	(639)	(499)	(165)	(1.494)
Reclassements Coût	-	452	-	(452)	-
Reclassements Fonds	-	(66)	-	66	-
Différence de change	-	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre, net des dotations aux amort. et dépréc.</b>	<b>7.243</b>	<b>3.685</b>	<b>1.289</b>	<b>84</b>	<b>12.301</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>					
Coût ou juste valeur	11.351	14.083	12.816	2.244	40.494
Dotations aux amort. et dépréc.	(3.750)	(10.550)	(11.215)	(1.535)	(27.050)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>7.601</b>	<b>3.533</b>	<b>1.601</b>	<b>709</b>	<b>13.444</b>
<b>Au 31 décembre</b>					
Coût ou juste valeur	11.181	14.152	12.721	1.712	39.766
Dotations aux amort. et dépréc.	(3.937)	(10.467)	(11.432)	(1.628)	(27.465)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>7.244</b>	<b>3.685</b>	<b>1.289</b>	<b>84</b>	<b>12.301</b>

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2009	Terrains et constructions	Installations et machines	Outillage et mobilier	Autres biens matériels	Total
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier, net des dotations aux amort. et dépréc.</b>	<b>7.661</b>	<b>3.961</b>	<b>1.716</b>	<b>1.330</b>	<b>14.668</b>
Augmentations	153	313	150	470	1.086
Cessions	-	(322)	(51)	(140)	(513)
Réévaluations	-	-	-	-	-
Variation périmètre de consolidation	247	929	660	406	2.242
Dépréciations	-	(1)	-	(59)	(60)
Quote-part d'amortissement de l'année	(203)	(644)	(616)	(680)	(2.143)
Reclassements	(256)	(699)	(259)	(619)	(1.833)
Différence de change	-	(2)	2	-	-
<b>Au 31 décembre, net des dotations aux amort. et dépréc.</b>	<b>7.602</b>	<b>3.535</b>	<b>1.602</b>	<b>708</b>	<b>13.447</b>

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE FEDON AU 31 DÉCEMBRE 2010



<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>					
Coût ou juste valeur	11.454	14.793	12.974	2.533	41.754
Dotations aux amort. et dépréc.	(3.793)	(10.832)	(11.258)	(1.203)	(27.086)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>7.661</b>	<b>3.961</b>	<b>1.716</b>	<b>1.330</b>	<b>14.668</b>
<b>Au 31 décembre</b>					
Coût ou juste valeur	11.351	14.083	12.816	2.244	40.494
Dotations aux amort. et dépréc.	(3.750)	(10.550)	(11.215)	(1.535)	(27.050)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>7.601</b>	<b>3.533</b>	<b>1.601</b>	<b>709</b>	<b>13.444</b>

Dans l'ensemble, le poste est passé de 13 444 milliers d'euros en 2009 à 12 301 milliers d'euros en 2010, en baisse de 1 143 milliers d'euros.

En cours d'exercice, le poste « Installations et machines » a enregistré une augmentation de 312 milliers d'euros alors que le poste « Outillage » a quant à lui enregistré une augmentation de 195 milliers d'euros.

La Société n'a donc pas effectué d'investissements importants en installations, machines et outillage, et s'est limitée au renouvellement technologique nécessaire.

La valeur d'entrée des biens corporels détenus en crédit-bail financier au 31 décembre 2010 s'élève à 266 milliers d'euros (2009 : 266 milliers d'euros), et concerne les installations et machines, le matériel électronique et les voitures.

## 08. Immeubles de placements

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>		
<b>Coût</b>	<b>1.542</b>	<b>1.531</b>
Dotations aux amort. et dépréc.	(120)	(80)
Autres mouvements		
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>1.422</b>	<b>1.451</b>
Augmentations	0	11
Cessions	(176)	0
Dépréciations		0
Utilisations	20	0
Quote-part d'amortissement de l'année	(35)	(40)
<b>Au 31 décembre</b>		
Coût	1.386	1.542
Dotations aux amort. et dépréc.	(135)	(120)
<b>Solde final au 31 décembre</b>	<b>1.231</b>	<b>1.422</b>

Les immeubles de placement sont évalués au coût amorti. Ils sont amortis sur la base de l'estimation de leur durée d'utilité correspondant à 33 ans.



Les immeubles de placement comprennent la valeur d'entrée d'un bâtiment à usage industriel et du terrain correspondant sis à Herne (Allemagne), appartenant à la société contrôlée Kapunkt pour un montant de 1 087 milliers d'euros et d'une habitation à usage civil appartenant à la société mère pour un montant de 144 milliers d'euros. Au cours de l'année 2010, la société mère a vendu deux immeubles pour un montant de 260 milliers d'euros.

Les valeurs de marché de ces investissements sont supérieures à leur valeur d'entrée vu la réévaluation générale du marché immobilier au cours de ces dernières années.

## 09. Actifs incorporels

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2010	Écart d'acquisition	Frais de recherche et développement	Brevets, software, marques	Immobil. en cours	TOTAL
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier, net des dotations aux amort. et dépréc.</b>	<b>302</b>	<b>613</b>	<b>161</b>	<b>1.073</b>	<b>2.149</b>
Augmentations	-	331	81	149	561
Cessions	-	-	-	-	-
Réévaluations	-	-	-	-	-
Variation périmètre de consolidation	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	(30)	(12)	(62)	(103)
Dépréciations	-	(472)	-	-	(472)
Quote-part d'amortissement de l'année	-	(527)	(128)	(384)	(1.039)
Reclassements	-	541	-	(541)	-
Différence de change	-	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre, net des dotations aux amort. et dépréc.</b>	<b>302</b>	<b>456</b>	<b>102</b>	<b>235</b>	<b>1.096</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>					
Coût ou juste valeur	1.148	3.350	3.558	1.914	9.970
Dotations aux amort. et dépréc.	(846)	(2.737)	(3.397)	(841)	(7.821)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>302</b>	<b>613</b>	<b>161</b>	<b>1.073</b>	<b>2.149</b>
<b>Au 31 décembre</b>					
Coût ou juste valeur	1.148	3.750	3.639	1.522	10.060
Dotations aux amort. et dépréc.	(846)	(3.294)	(3.537)	(1.287)	(8.964)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>302</b>	<b>456</b>	<b>102</b>	<b>235</b>	<b>1.096</b>

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2009	Écart d'acquisition	Frais de recherche et développement	Brevets, software, marques	Immobil. en cours	TOTAL
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier, net des dotations aux amort. et dépréc.</b>	<b>412</b>	<b>1.006</b>	<b>234</b>	<b>1.227</b>	<b>2.879</b>
Augmentations	-	218	134	574	926
Cessions	-	-	-	-	-
Réévaluations	-	-	-	-	-
Variation périmètre de consolidation	-	-	-	-	-
Autres mouvements	1.623	(100)	652	65	2.240
Dépréciations	(110)	(397)	-	(215)	(722)
Quote-part d'amortissement de l'année	-	(523)	(207)	(350)	(1.080)



Reclassements	(1.623)	409	(652)	(228)	(2.094)
Différence de change	-	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre, net des dotations aux amort. et dépréc.</b>	<b>302</b>	<b>613</b>	<b>161</b>	<b>1.073</b>	<b>2.149</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>					
Coût ou juste valeur	2.881	3.120	4.076	1.783	11.861
Dotations aux amort. et dépréc.	(2.469)	(2.114)	(3.842)	(556)	(8.981)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>412</b>	<b>1.006</b>	<b>234</b>	<b>1.227</b>	<b>2.880</b>
<b>Au 31 décembre</b>					
Coût ou juste valeur	1.148	3.350	3.558	1.914	9.970
Dotations aux amort. et dépréc.	(846)	(2.737)	(3.397)	(841)	(7.821)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>302</b>	<b>613</b>	<b>161</b>	<b>1.073</b>	<b>2.149</b>

La valeur nette totale des immobilisations incorporelles est passée de 2 149 milliers d'euros en 2009 à 1 096 milliers d'euros en 2010. Les frais de recherche et développement sont équivalents à 471 milliers d'euros.

## 10. Test de dépréciation d'actifs incorporels à durée de vie indéterminée

L'écart d'acquisition résultant des regroupements d'entreprises, réalisés au cours de l'exercice et des exercices précédents, en ce qui concerne l'acquisition des sociétés contrôlées East Coast S.r.l. (Roumanie) et Fedon Printing S.r.l. (Italie) (mise en liquidation par la suite), a été affecté à différentes Unités Génératrices de Trésorerie, qui représentent des secteurs distincts, afin de contrôler l'éventuelle perte de valeur.

Depuis le début de l'exercice 2004, l'écart d'acquisition n'est plus amorti et est soumis annuellement à un test de perte de valeur (*impairment test*).

Le montant recouvrable a été déterminé sur la base de la valeur d'utilisation. Pour le calcul de la valeur correspondante, on a utilisé la projection des flux de trésorerie issue de la situation financière approuvée par les administrateurs qui couvre une période de trois ans. Le taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie prospectifs est de 6,5 %.

La valeur comptable de l'écart d'acquisition affecté aux Unités Génératrices de Trésorerie est indiquée dans le tableau suivant :

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Unité Production	302	302
<b>Total</b>	<b>302</b>	<b>302</b>

## 11. Autres actifs non courants

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Participations dans d'autres entreprises	67	6
Dépôts de garantie	341	412
<b>Total</b>	<b>408</b>	<b>418</b>

L'augmentation des participations dans d'autres entreprises est liée à la Banca Popolare di Vicenza.



La variation des dépôts de garantie est due pour 110 milliers d'euros au remboursement du dépôt de garantie lié à l'opération de cession-bail immobilière mentionnée dans la note n° 19 et à la constitution de nouveaux dépôts de garantie de la société mère pour des immeubles de fonction en location.

Les dépôts de garantie versés au titre des contrats de location ne rapportent pas d'intérêts.

## 12. Stocks

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Matières premières (au coût)	3.368	3.244
Travaux en cours (au coût)	1.090	1.014
Produits finis (au coût)	7.320	7.469
Provision pour dépréciation des stocks	(1.560)	(1.565)
Acomptes	227	(13)
<b>Total</b>	<b>10.445</b>	<b>10.149</b>

Le poste « Stocks » passe de 10 149 milliers d'euros en 2009 à 10 445 milliers d'euros lors de l'exercice 2010. La variation, bien que relativement modeste, est liée à la hausse du chiffre d'affaires.

Des provisions pour dépréciation des stocks ont été effectuées pour un montant équivalant à 198 milliers d'euros (2009 : 250 milliers d'euros). Ces charges sont incluses dans le poste « Achats de matières premières et fournitures ».

Ci-dessous sont exposés les mouvements de provisions pour dépréciation de stocks au cours des années 2010 et 2009 :

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
<b>Provision pour dépréciation des stocks au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>1.565</b>	<b>1.378</b>
Provisions	198	250
Reprise de provision	(203)	(63)
<b>Provision pour dépréciation des stocks au 31 décembre</b>	<b>1.560</b>	<b>1.565</b>

## 13. Créances sur clients

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Créances commerciales :		
Créances commerciales	11.654	13.585
Sociétés associées	-	-
<b>Total créances commerciales</b>	<b>11.654</b>	<b>13.585</b>
Autres créances :		
Acomptes pour services à recevoir	680	474
Autres	1.642	1.038
<b>Total autres créances</b>	<b>2.322</b>	<b>1.512</b>
<b>Total global</b>	<b>13.977</b>	<b>15.097</b>



La diminution des créances commerciales mise en évidence au cours de l'exercice pour 1 931 milliers d'euros est due à l'opération d'affacturage *pro-soluto* réalisée avec un client important. Le montant des créances de la société mère cédées à la société d'affacturage et non encore encaissées par celle-ci au 31 décembre 2010 s'élève à 7 448 milliers d'euros.

Les créances commerciales ne rapportent pas d'intérêt et ont généralement une échéance à 90-120 jours.

Les créances sur clients sont comptabilisées, nettes des provisions pour dépréciation des comptes de tiers, pour un montant de 635 milliers d'euros. Les mouvements de provisions pour dépréciation des comptes de tiers de l'exercice sont les suivants :

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Provision pour dépréciation des comptes de tiers au 1 <sup>er</sup> janvier	453	531
Provisions	416	299
Reprise de provision	(234)	(377)
<b>Provision pour dépréciation des comptes de tiers au 31 décembre</b>	<b>635</b>	<b>453</b>

Au 31 décembre, l'analyse des créances commerciales échues est la suivante :

(montants en milliers d'euros)

TOTAL 2010	En cours	< 30 jours	30-60 jours	60 - 90 jours	90-120 jours	> 120 jours
11.654	9.534	545	429	142	163	841
TOTAL 2009	En cours	< 30 jours	30-60 jours	60-90 jours	90-120 jours	> 120 jours
13.585	11.179	500	335	269	139	1.163

## 14. Créances fiscales

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Impôts directs	267	58
Taxe sur la valeur ajoutée	674	273
<b>Total</b>	<b>941</b>	<b>331</b>

## 15. Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Obligations cotées	423	241
Actions cotées	19	11
<b>Total</b>	<b>442</b>	<b>252</b>

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des opérations effectuées par la société contrôlée luxembourgeoise Fedon Industries S.A. en actions ordinaires et obligations cotées sur des marchés réglementés.

La juste valeur de ces titres a été déterminée sur la base des cours du marché à la date de clôture de l'exercice.



## 16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Dépôts bancaires à vue et encaisse	2.934	2.339
Dépôts bancaires à court terme	17	19
<b>Total</b>	<b>2.951</b>	<b>2.358</b>

Les dépôts bancaires à court terme sont rémunérés à un taux variable basé sur les taux journaliers appliqués aux dépôts bancaires.

La juste valeur de la trésorerie s'élève à 2 951 milliers d'euros (31.12.2009 : 2 358 milliers d'euros).

## 17. Capital social et réserves

### *Capital Social*

Au 31 décembre 2010, le capital social est constitué de 1 900 000 actions ordinaires, entièrement souscrites et libérées, d'un montant nominal de 2,58 euros chacune.

À l'occasion des augmentations de capital gratuites, effectuées au cours des années 1983, 1987 et 1992, la Société a utilisé les réserves suivantes qui, en cas de distribution, contribuent à la formation du bénéfice imposable de la Société :

Réserve de réévaluation Loi n° 413/91	186.483
Réserve de réévaluation Loi n° 130/83	14.444
Réserve de réévaluation Loi n° 72/83	<u>248.688</u>
<b>TOTAL</b>	<b>449.615</b>

Sur ces réserves ainsi que sur la part distribuable résiduelle, comme indiqué ci-dessus, aucun impôt différé n'a été affecté puisque les administrateurs estiment qu'il est peu probable que les conditions nécessaires à leur imposition se réalisent.

### *Réserve légale*

Le solde de la réserve légale de la société mère au 31 décembre 2010 s'élève à 980 milliers d'euros et n'est pas augmenté car il a atteint la limite fixée par l'art. 2430 du Code civil.

### *Réserve pour écarts de conversion*

Cette réserve est utilisée pour enregistrer les différences de change découlant de la traduction des bilans des sociétés contrôlées étrangères.

### *Autres réserves*

Le poste « Autres réserves » est constitué de la réserve extraordinaire, formée des provisions pour bénéfices non distribués lors des précédents exercices, par les réserves constituées par les opérations sociétaires de fusion réalisées les années précédentes et par les réserves créées par les comptabilisations sur la base des principes comptables internationaux IAS/IFRS .



### Report résultats antérieurs

Le poste « Report résultats antérieurs » se compose des provisions pour bénéfices non distribués lors des précédents exercices pour 1 178 milliers d'euros, nettes de la perte des exercices 2006, 2007 et 2008, pour un montant équivalant à 19 408 milliers d'euros.

Les actions propres détenues au terme de l'exercice sont au nombre de 43 424. Les mouvements correspondants d'achat et de vente, qui ont eu lieu en cours d'exercice et qui n'ont pas affecté le compte de résultat, sont les suivants :

	Nombre d'actions	Valeur nominale (milliers d'euros)	Participation % capital social
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	46.529	121	2,448%
Correction de valeur des actions propres			
Achats	7.983	21	0,420%
Ventes	(11.088)	(30)	-0,583%
Plus / (moins-values) réalisées			
Situation au 31 décembre 2010	43.424	112	2,285%

Les parts des capitaux propres revenant aux intérêts minoritaires représentent la part des capitaux propres et du résultat de l'exercice des intérêts minoritaires présents dans la société contrôlée Hawk Automazioni S.r.l. Au 31 décembre 2010, ceux-ci ont une valeur négative égale à 32 milliers d'euros, en raison de la part de la perte d'exercice des intérêts minoritaires.

## 18. Financements à court et moyen-long terme

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Financements à court terme :		
- Découverts bancaires	10.284	16.453
- Financements bancaires (part courante)	981	731
- Financement lié au crédit-bail	229	170
<b>Total Financements à court terme</b>	<b>11.494</b>	<b>17.354</b>
Prêts et financements à moyen/long terme :		
- Financements bancaires (part M/L)	2.807	2.774
- Financement lié au crédit-bail	2.792	3.034
- Billets de trésorerie	-	-
<b>Total Financements à moyen/long terme</b>	<b>5.599</b>	<b>5.808</b>

### Découverts bancaires

Les découverts bancaires ne sont pas assortis de garantie réelle ou personnelle. Ils englobent également les formes auto-amortissables et de caisse.

### Financements bancaires à moyen-long terme

Le tableau suivant indique la répartition par date d'échéance des financements bancaires à moyen / long terme au 31 décembre 2010 :



Établissement bancaire	Date de souscription	Montant nominal	Taux	Durée	Montant au bilan 31/12/2010	dont à court terme	dont à moyen/long terme
BANCA ANTONVENETA	27/04/2005	3.000	Euribor 3m+0,90 %	5 ans	275	275	-
BANCA POPOLARE ALTO ADIGE	27/04/2005	2.000	5,50%	5 ans	149	149	-
CARI PADOVA E ROVIGO	19/05/2005	2.000	Euribor 3m+0,75 %	5 ans	181	181	-
BANCA ANTONVENETA	31/01/2007	450	4,34+0,90	5 ans	207	95	112
BANCA ANTONVENETA	15/11/2006	4.000	Euribor 3m+0,75 %	7 ans	2.389	98	2.291
BANCA POPOLARE DI VICENZA	16/06/2010	100	2,45%	18 mois	67	67	-
MONTE DEI PASCHI DI SIENA	23/03/2010	(*) 628	HKD taux préférentiel - 1 %	5 ans	520	116	404
<b>(*) 6.000.000HK\$ montant initial</b>		<b>11.550</b>			<b>3.788</b>	<b>981</b>	<b>2.807</b>

Au cours de l'exercice, la société mère et Hawk Srl ont bénéficié de l'accord ABI du 6 août 2009, obtenant des banques un atermolement sur les financements existants à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2009.

Tous les financements prévoient un tableau d'amortissement avec remboursement des mensualités.

#### *Financements relatifs au crédit-bail*

Ceux-ci sont liés à l'opération de *sale and lease back* dans le chef de la société mère conclue en février 2009 dont le contrat a une durée de 18 ans pour 4 080 milliers d'euros qui, nette du maxi loyer, s'élève à un montant net de 3 100 milliers d'euros. Cette opération s'est conclue sur l'immeuble dénommé « ex Gefide », situé à Pieve d'Alpago, et est assortie d'une garantie de l'actionnaire de référence, Monsieur Callisto Fedon, d'un montant de 500 mille euros. De plus, il faut signaler la dette résiduelle relative aux mensualités non échues des contrats de crédit-bail stipulés pour l'achat de biens comptabilisés au bilan selon la méthode financière.

### **19. Provisions pour risques et charges**

(montants en milliers d'euros)	Provisions indemnités fin de mandat	Provisions pour indemnités de rupture de fin de contrats d'agents	Autres provisions	Total
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>53</b>	<b>77</b>	<b>368</b>	<b>498</b>
Provisions de l'exercice	-	15	174	189
Utilisations		(4)	(6)	(10)
Intérêts actualisation		(10)		(10)
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>53</b>	<b>78</b>	<b>536</b>	<b>667</b>

#### *Provisions pour indemnités de fin de mandat*

Les « provisions pour indemnités de fin de mandat » se réfèrent à l'indemnité octroyée aux administrateurs conformément au mandat prévu par les statuts de la Société.



*Provisions pour indemnités de rupture de fin de contrats d'agents*

Les « provisions pour indemnités de rupture de fin de contrats d'agents » sont allouées sur la base des dispositions des législations et des accords économiques collectifs concernant les situations d'interruption du mandat conféré aux agents. Ce passif à moyen/long terme est actualisé sur la base d'un taux d'intérêt de 4,5 %.

*Autres provisions :*

*Provisions pour litiges en cours*

Les « provisions pour litiges en cours » contiennent les provisions effectuées par la société mère pour couvrir un risque maximum lié à deux litiges en cours : le premier litige concerne un salarié qui conteste son licenciement pour un risque de 15 mille euros, et le second litige concerne un contrat de conseil pour un risque maximal de 75 milliers d'euros.

*Provisions pour retours Giorgio Fedon 1919*

Les « provisions pour retours Giorgio Fedon 1919 » contient les provisions effectuées par la société mère à hauteur de 40 milliers d'euros pour d'éventuels retours de la marque Giorgio Fedon 1919.

*Provisions pour risques de personnel*

Les « provisions pour risques de personnel » contiennent les provisions effectuées par la société mère d'un montant de 59 milliers d'euros pour frais de personnel à la suite de l'ouverture d'une procédure de mise en disponibilité de 20 personnes fin décembre 2010.

*Autres provisions*

Les autres provisions se réfèrent principalement à la provision effectuée par la société contrôlée Genetier SAS pour certains litiges existants et à la provision effectuée par la société mère de la juste valeur des dérivés. Pour de plus amples informations, veuillez vous reporter à la note n° 27 relative aux instruments financiers.

## **20. Avantages du personnel et fonds de retraite**

Le tableau suivant indique la composition des avantages du personnel au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009 :

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Indemnités de fin de contrat	2.699	2.486
Fonds de retraite	179	157
Fonds d'indemnités de préretraite des salariés	9	9
<b>Total</b>	<b>2.887</b>	<b>2.652</b>

### ***Indemnités de fin de contrat***

Le tableau suivant indique les mouvements des indemnités de fin de contrat au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009 :



(en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
<b>Indemnités de fin de contrat conformément à la norme IAS 19 en début de période</b>	<b>2.486</b>	<b>3.290</b>
Utilisation des indemnités de fin de contrat	(71)	(1.397)
Provision de l'exercice	205	338
Coût financier	75	72
Écarts actuariels	(2)	183
<b>Indemnités de fin de contrat conformément à la norme IAS 19 en fin de période</b>	<b>2.699</b>	<b>2.486</b>

Avec l'adoption des nouvelles normes internationales IFRS et plus particulièrement de la norme IAS 19, les indemnités de fin de contrat sont considérées comme une obligation à prestations définies où le passif est évalué sur la base de techniques actuarielles.

La valeur de la provision pour indemnités de fin de contrat a été correctement déterminée par le Groupe en appliquant les méthodologies actuarielles. L'évaluation du passif est effectuée par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées, et en abandonnant le critère précédemment utilisé du « corridor » que nous avons amplement commenté dans le paragraphe lié aux erreurs et changement de méthodes comptables.

Les parts des indemnités de fin de contrat transférées dans le Fonds de trésorerie auprès de l'INPS (Institut national de la prévoyance sociale) à la suite des modifications apportées par la loi budgétaire n° 296/06 sont inscrites à l'actif.

Dans le cadre du calcul actuariel de la provision pour indemnités de fin de contrat, la Société a utilisé le calcul effectué par un actuaire indépendant qui en a déterminé la valeur sur la base des indicateurs suivants :

- taux de mortalité : l'actuaire a utilisé les données provenant de récentes études sur la survie effectuées par l'ANIA, qui ont mené à la constitution d'une nouvelle base démographique dénommée IPS 55. Ces études se fondent sur une projection de la mortalité de la population italienne durant la période 2001-2051 effectuée par l'ISTAT en adoptant une approche de type *age-shifting* afin de simplifier la gestion des tables par génération ;
- taux d'invalidité : les probabilités annuelles de fin de service en raison d'une invalidité ont été établies sur la base des données publiées par l'INPS en 2000 ;
- probabilité annuelle de fin de service pour d'autres causes : estimée à 3 %, déterminée sur la base de l'évolution historique de ce paramètre au sein de la Société ;
- probabilité annuelle de demande d'indemnités de fin de contrat anticipées : estimée à 0 %, déterminée sur la base de l'évolution historique de ce paramètre au sein de la Société ;
- taux d'intérêt annuel : estimé à 4,5 %, sur la base de l'évolution prévue de la courbe des taux au cours de la période donnée ;
- taux d'inflation annuel : estimé à 2 % au cours de la période donnée.

### ***Fonds de retraite***

De plus, le Groupe possède auprès de sa société contrôlée allemande Kapunkt GmbH un plan de retraite à prestations définies, basé sur la rétribution finale, qui couvre l'ensemble de son personnel. Le plan prévoit le versement de cotisations à un fonds administré séparément.



### **Fonds d'indemnités de préretraite des salariés**

Le fonds d'indemnités de préretraite des salariés se réfère à la charge que la société contrôlée Genetier SAS devra verser à ses salariés si, lorsqu'ils auront atteint l'âge de la retraite, ceux-ci devaient encore travailler dans la société contrôlée.

Avec l'adoption des normes IFRS, l'indemnité de préretraite rentre dans le cas d'espèce des autres avantages à long terme envers le personnel à comptabiliser conformément à la norme IAS 19 et, par conséquent, le passif correspondant est évalué sur la base de techniques actuarielles.

Les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés et la « méthode du corridor » n'est pas appliquée.

Le tableau suivant indique les mouvements du fonds d'indemnités de préretraite des salariés au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009 :

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>9</b>	<b>8</b>
Provisions	-	1
Utilisations	-	-
<b>Au 31 décembre</b>	<b>9</b>	<b>9</b>

### **21. Dettes commerciales et autres dettes (courantes)**

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Dettes commerciales	9.853	8.732
Dettes envers le personnel	1.087	800
Dettes envers des organismes de prévoyance	1.047	1.191
Autres dettes	707	775
<b>Total</b>	<b>12.694</b>	<b>11.498</b>

La variation des dettes commerciales est liée à la hausse du chiffre d'affaires.

Les dettes commerciales ne rapportent aucun intérêt et sont normalement dues à 90 jours.

Les dettes envers le personnel se réfèrent aux salaires du mois précédant la clôture de la période et sont payables au cours du mois suivant, ainsi qu'à des primes reconnues à certaines catégories de salariés. Les dettes pour vacances et permis se réfèrent aux vacances et permis passés et non pris par les salariés à la date de référence. Ces dernières dettes incluent les cotisations correspondantes.

Les dettes envers les organismes de prévoyance se réfèrent aux dettes envers des organismes pour des contributions sociales relatives à l'exercice.

### **22. Dettes fiscales**

Le poste « Dettes fiscales », entièrement contrôlable dans les premiers mois suivant la clôture de l'exercice, se compose principalement de la dette pour l'impôt régional IRAP.



## 23. Autres actifs et passifs courants

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2010	31/12/2009
Actifs de régularisation	203	272
<b>Total autres actifs courants</b>	<b>203</b>	<b>272</b>
Autres dettes fiscales	345	361
Passifs de régularisation	131	105
<b>Total autres passifs courants</b>	<b>476</b>	<b>466</b>

## 24. Bénéfice (perte) par action

Le bénéfice (perte) de base par action est calculé(e) en divisant le bénéfice (perte) net(te) de l'année distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année, net des actions propres.

Le bénéfice par action dilué est calculé en divisant le bénéfice net distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère (après avoir déduit les intérêts sur les obligations convertibles) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année et de celles découlant potentiellement de la conversion de toutes les obligations convertibles. Ci-après figurent les bénéfices et les informations relatifs aux actions utilisées afin de calculer le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué :

	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Bénéfice (perte) distribuable aux actionnaires ordinaires découlant de la gestion des actifs d'exploitation	1.179	(2.752)
Bénéfice (perte) net(te) distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère à titre de bénéfice dilué par action	1.179	(2.752)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires comprenant les actions à titre de bénéfice de base par action	1.900.000	1.900.000
Nombre moyen pondéré d'actions propres	43.424	46.077
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (à l'exclusion des actions propres) à titre de bénéfice de base par action	1.856.576	1.853.923
Effet de la dilution :		
Bénéfice (perte) par action		
-base	0,63	(1,48)
-dilué	0,63	(1,48)

Il n'y a pas eu d'autres opérations sur les actions ordinaires ou sur de potentielles actions ordinaires entre la date de référence du bilan et la date de rédaction du bilan.



## 25. Engagements

### *Engagements de crédit-bail opérationnel - le Groupe en tant que bailleur*

Le Groupe a établi des contrats de crédit-bail commercial pour son propre portefeuille d'investissements immobiliers, représenté par des bureaux et des constructions pour la production non utilisés directement par le Groupe. Tous les crédits-baux incluent une clause qui permet la réévaluation du loyer sur base annuelle aux conditions du marché.

Les loyers futurs liés à des contrats de crédit-bail opérationnel non résiliables, existants au 31 décembre, sont les suivants :

#### **Engagements de crédit-bail opérationnel - le Groupe en tant que bailleur**

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Jusqu'à un an	84	69
À plus d'un an et jusqu'à cinq ans		
À plus de cinq ans		
<b>Total</b>	<b>84</b>	<b>69</b>

### *Engagements de crédit-bail opérationnel - le Groupe en tant que locataire*

Le Groupe a établi des contrats de crédit-bail opérationnel pour certains immeubles, parmi lesquels certains sont à usage commercial (magasins de marque Giorgio Fedon 1919). Les locations immobilières ont une durée de vie moyenne comprise entre 1 et 6 ans, les crédits-baux entre 1 et 5 ans avec clause de reconduction. Les reconductions sont une option de chaque société qui détient les biens.

Les loyers futurs liés à des contrats de crédit-bail opérationnel non résiliables, existants au 31 décembre, sont les suivants :

#### **Engagements de crédit-bail opérationnel - le Groupe en tant que locataire**

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Jusqu'à un an	743	824
À plus d'un an et jusqu'à cinq ans	823	475
À plus de cinq ans	14	661
<b>Total</b>	<b>1.580</b>	<b>1.960</b>

## 26. Information sur les parties liées

### **Rémunération des administrateurs**

(montants en milliers d'euros)		Fixe	Variable
Fedon Callisto	Président et administrateur délégué	300	300
Fedon Italo	Administrateur	24	
Fedon Piergiorgio	Administrateur	24	
Da Col Angelo	Administrateur	24	
Andreetta Franco	Administrateur	24	



Les rémunérations susmentionnées sont des rémunérations brutes auxquelles doivent s'ajouter les frais accessoires à charge de la Société.

La rémunération du président et administrateur délégué est constituée de 48 milliers d'euros délibérés par l'assemblée en date du 30 avril 2010, 252 milliers d'euros délibérés par le Conseil d'administration en tant que rémunération des administrateurs assumant des fonctions opérationnelles particulières et 300 milliers d'euros comme rémunération variable liée aux résultats de l'exercice.

Enfin, les informations sur les participations détenues par les membres des organes d'administration, dans la Société même, sont fournies ci-après :

Nom et Prénom	Société	Nombre d'actions détenues à la fin de l'exercice précédent	Nombre d'actions détenues à la fin de l'exercice en cours
Fedon Callisto	Giorgio Fedon SpA	477.274	477.274
Fedon Italo	Giorgio Fedon SpA	155.594	155.594
Fedon Piergiorgio	Giorgio Fedon SpA	246.854	246.854
Da Col Angelo	Giorgio Fedon SpA	31.563	31.563
<b>Total</b>		<b>911.285</b>	<b>911.285</b>

Il s'agit d'actions détenues par les administrateurs, à la fois directement et par l'intermédiaire de sociétés fiduciaires.

### **Rémunération des Commissaires aux Comptes et des Secrétaires**

Les rémunérations des Commissaires aux Comptes et des Secrétaires pour l'année 2010 s'élève à 41 milliers d'euros (2009: 45 milliers d'euros).

### **27. Gestion du risque financier : objectifs et critères**

Les principaux instruments financiers du Groupe, autres que les produits dérivés, comprennent les financements bancaires, les crédits-baux financiers, les dépôts bancaires à vue et à court terme. Le principal objectif de ces instruments est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe possède différents autres instruments financiers, comme des dettes fournisseurs et des créances commerciales, découlant des activités opérationnelles.

En accord avec la politique du Groupe, aucun des produits dérivés détenus ne l'est à des fins spéculatives.

Les critères comptables du Groupe liés aux dérivés sont indiqués dans la note n° 6.

Les principaux risques générés par les instruments financiers du Groupe sont le risque de taux d'intérêt, le risque de change, le risque de crédit et le risque de liquidité. Le Conseil d'administration réexamine et détermine périodiquement les politiques à adopter afin de gérer ces risques.

Les modalités de gestion de ces risques sont décrites ci-après.



### *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé tire son origine à la fois des dettes financières à court terme et des dettes financières à moyen/long terme. Puisque la plus grande partie de la dette est à taux variable, les variations des taux d'intérêt du marché influencent le coût des différentes formes de financement en ayant une incidence sur le niveau des charges financières du Groupe.

Le tableau suivant indique la sensibilité du bénéfice de la Société avant impôts, à la suite des variations des taux d'intérêt auxquelles on peut raisonnablement s'attendre, en maintenant constantes toutes les autres variables.

<b>2010</b>	<b>Augmentations/Diminutions en pourcentage</b>	<b>Effet sur le chiffre d'affaires avant impôts</b>
Euro	+15	(90)
Euro	-10	60
<b>2009</b>	<b>Augmentations/Diminutions en pourcentage</b>	<b>Effet sur le chiffre d'affaires avant impôts</b>
Euro	+15	(129)
Euro	-10	86

### *Risques de change*

Le Groupe opère au niveau international et s'expose donc au risque de change. La gestion centralisée est confiée à la société mère qui a la charge d'examiner et de contrôler l'évolution des soldes et d'évaluer l'éventuelle stipulation de contrats adaptés à des fins de couverture.

La principale devise, en dehors de la zone euro dans laquelle opère le Groupe, est le dollar américain.

Au cours de l'année 2010, la société mère a mis en œuvre des instruments financiers pour la couverture des flux financiers en devise.

### *Risque de variation du prix des matières premières*

L'exposition du Groupe au risque de prix est minime, si ce n'est indirectement par les variations des marchés pétrolier et sidérurgique.

### *Risque de crédit*

Le Groupe a pour politique d'appliquer aux clients qui en font la demande des conditions de paiement échelonné liées à des ouvertures de crédit. De plus, le solde des crédits fait l'objet d'un contrôle continu en cours d'exercice de façon à ce que le montant des encours ne dépasse jamais le montant des crédits octroyés. Toutefois, il existe des concentrations significatives de risque de crédit dans le Groupe, même si celles-ci se réfèrent à des contreparties de premier plan actives dans le secteur de la lunetterie.

### *Risque de liquidité*

Le Groupe veille constamment au maintien de l'équilibre et de la flexibilité entre les sources de financement et d'utilisation.

Les deux principaux facteurs qui influencent la liquidité du Groupe sont d'une part les ressources générées ou absorbées par les activités opérationnelles ou d'investissement et, d'autre part, les caractéristiques d'échéance et de renouvellement de la dette.



Les besoins en liquidités sont contrôlés par la fonction centrale de la société mère dans l'optique de garantir un repérage efficace des ressources financières ou un investissement adapté des éventuelles liquidités.

Le tableau suivant résume la durée des passifs financiers du groupe au 31.12.2010 sur la base des paiements contractuels non actualisés :

<b>2010</b>	<b>À vue</b>	<b>&lt; 3 mois</b>	<b>3 – 12 mois</b>	<b>1 - 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>TOTAL</b>
Emprunts	-	551	430	2.807	-	3.788
Découverts bancaires	-	5.681	4.603	-	-	10.284
Dettes commerciales et autres dettes	1.804	7.305	3.585	-	-	12.694
Autres passifs financiers :	-	42	187	770	2.022	3.021
<b>2009</b>	<b>À vue</b>	<b>&lt; 3 mois</b>	<b>3 – 12 mois</b>	<b>1 - 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>TOTAL</b>
Emprunts		79	651	2.982		3.712
Découverts bancaires		5.208	10.963			16.171
Dettes commerciales et autres dettes	1.610	5.960	3.443	485		11.498
Autres passifs financiers :		42	128	688	2.346	3.204

Au 31 décembre 2010, le Groupe disposait de lignes de crédit non utilisées pour un montant approximatif de 6 020 milliers d'euros.

### Gestion du capital

L'objectif de la gestion du capital du Groupe est de garantir le maintien des niveaux adaptés des indicateurs de capital de façon à soutenir l'activité et à maximiser la valeur pour les actionnaires.

(montants en milliers d'euros)	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2009</b> <b>Retraité</b>
Emprunts	17.093	23.162
Dettes commerciales et autres dettes	12.694	11.498
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2.951)	(2.357)
Actifs financiers à la juste valeur	(442)	(252)
<b>Dette nette</b>	<b>26.395</b>	<b>32.051</b>
Capital	12.072	10.599
Bénéfice net non distribué	0	0
<b>Total capital</b>	<b>12.072</b>	<b>10.599</b>
<b>Capital et dette nette</b>	<b>38.467</b>	<b>42.650</b>
<b>Rapport dette/capital</b>	<b>69%</b>	<b>75%</b>



## 28. Instruments financiers

### Juste valeur

Le tableau suivant présente une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur par catégorie de tous les instruments financiers du Groupe inscrits au bilan à une valeur différente de la juste valeur, y compris ceux classés comme opérations destinées à être cédées.

(montants en milliers d'euros)	Valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur
	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2009
<b>Actifs financiers :</b>				
Liquidités	2.951	2.357	2.951	2.357
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	442	252	442	252
Autres actifs financiers (à long terme)	408	419	408	419
<b>Total</b>	<b>3.801</b>	<b>3.028</b>	<b>3.801</b>	<b>3.028</b>
<b>Passifs financiers :</b>				
Découvert bancaire	10.284	16.552	10.284	16.552
Financements à taux variable	3.572	2.895	3.572	2.895
Financements à taux fixe	216	511	216	511
Financements pour biens en crédit-bail	3.021	3.204	3.021	3.204
Financement des actionnaires non rémunéré	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>17.093</b>	<b>23.162</b>	<b>17.093</b>	<b>23.162</b>

La juste valeur des financements a été calculée en actualisant les flux de trésorerie attendus aux taux d'intérêt en vigueur.

Les dépôts bancaires à court terme sont rémunérés à un taux variable basé sur les taux quotidiens appliqués aux dépôts bancaires. Par conséquent, la juste valeur correspondante est équivalente à la valeur nominale.

La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction a été déterminée sur la base des cotations des titres sur le marché à la date de clôture de l'exercice.

### Instruments financiers

L'excédent de liquidités a été investi dans des instruments financiers de type traditionnel comme les actions et les obligations à court et moyen terme et de façon très défensive.

Afin de gérer le risque de taux d'intérêt, la société mère a stipulé, en date du 10/11/2006, un instrument dérivé de type swap sur taux d'intérêt qui prévoyait la transformation de l'indexation de la dette du taux variable à un taux fixe de 4,06 % pour toute la durée du contrat. Au 31 décembre 2007, la Société possédait un contrat d'IRS variable d'un montant nominal de 4 000 milliers d'euros, expirant au plus tard le 10/11/2013. Au cours de l'exercice 2008, cet instrument a été remanié avec un Collar avec Floor Knock in à amortissement, dont l'objectif est de neutraliser davantage les effets des variations futures du paramètre variable.

Ce dérivé possède toutes les caractéristiques d'un instrument de couverture du risque de taux d'intérêt, expressément lié à un financement et à son tableau d'amortissement et, en tant que tel, sa juste valeur au 31 décembre 2010, équivalant à 75 mille euros, a été inscrite dans les capitaux propres.



De la même manière, au cours de l'année 2009, la société mère a mis en place un instrument dérivé IRS multiphase pour un montant nominal de 3 000 milliers d'euros, expirant au plus tard le 30/10/2013. Ce contrat, destiné à couvrir les variations du taux d'intérêt, se réfère à l'opération de *lease back* immobilier qui s'est conclue en février 2009 pour un montant équivalent. Cet instrument financier possède donc toutes les caractéristiques d'un instrument de couverture du risque de taux d'intérêt, expressément lié à un financement et à son tableau d'amortissement et, en tant que tel, sa juste valeur au 31 décembre 2010, équivalant à 224 mille euros, a été inscrite dans les capitaux propres.

Ainsi, la valeur totale de la réserve de couverture des flux de trésorerie au 31 décembre 2010 s'élève à 302 mille euros.

Les effets fiscaux de ces postes sont repris au compte de résultat.

## 29. Autres charges et produits

### Autres produits

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Produits sur exercices antérieurs	276	409
Plus-values nettes provenant de la vente d'immeubles, d'installations et de machines	214	176
Subventions publiques reçues	-	57
Autres produits	237	340
<b>Total</b>	<b>727</b>	<b>983</b>

### Achats matières premières et fournitures

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Achat des matières premières, fournitures et produits finis	22.695	16.941
Variation stocks de matières premières et marchandises	(80)	1.639
Variation stocks produits finis et semi-finis	(482)	835
<b>Total</b>	<b>22.133</b>	<b>19.415</b>

Le poste « Achats matières premières et fournitures » laisse apparaître une augmentation de 2 718 milliers d'euros en raison de l'augmentation des besoins en matières premières et en produits nécessaires au soutien de la croissance du chiffre d'affaires. Cependant, le poids du pourcentage des « Achats des matières premières et fournitures » sur le chiffre d'affaires passe de 43,1 % en 2009 à 40,6 % en 2010.

### Achat de prestation de services

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Travaux sous-traités	828	777
Transports et droits sur achats	2.500	1.799
Transports sur ventes	538	487
Provisions et charges accessoires	1.196	1.008
Promotion, publicité et foires	797	597
Entretiens des biens de propriété	722	770
Dépenses d'énergie (électricité, gaz, eau)	593	607
Assurances	129	163
Rémunération des administrateurs	628	347



Rémunération des commissaires aux comptes	41	45
Conseils techniques et sociétaires	739	902
Services intérimaires et charges de personnel	308	338
Autres frais de service	1.151	1.627
<b>Total</b>	<b>10.170</b>	<b>9.467</b>

Les achats de prestation de services enregistrent une augmentation de 703 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est due principalement à la hausse du chiffre d'affaires et par conséquent à l'augmentation des frais de transport et droits sur achats pour 701 milliers d'euros, des frais de travaux sous-traités pour 51 milliers d'euros et des commissions et charges accessoires pour 188 milliers d'euros. De plus, l'on enregistre une augmentation des rémunérations des administrateurs pour 281 milliers d'euros, des frais de promotion et de publicité pour 200 milliers d'euros, liés à la promotion de la marque Giorgio Fedon 1919, alors que les frais de conseil externe ont diminué de 163 milliers d'euros.

### Redevances de crédit-bail

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Loyers	1.116	1.299
Locations	234	259
Autres redevances de crédit-bail	74	91
<b>Total</b>	<b>1.424</b>	<b>1.649</b>

Les redevances de crédit-bail ont enregistré une variation par rapport à l'exercice précédent en raison de la fin du contrat de location des magasins monomarkets GF1919 de Milan et de New York et en raison de nouveaux contrats de location du magasin monomarque GF1919 de Hong Kong ainsi que de l'extension de l'usine de la société contrôlée Shenzhen Feidong.

### Charges de personnel

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Salaires et appointements	11.209	10.051
Charges sociales	2.153	2.195
Indemnités de fin de contrat	542	259
Charges de retraites (note n° 27)	2	3
Autres charges de personnel	-	-
<b>Total</b>	<b>13.906</b>	<b>12.508</b>

Par rapport à l'année précédente, les charges de personnel ont augmenté de 1 398 milliers d'euros. Cette augmentation est due à la réorganisation de la production du Groupe qui a connu une croissance de sa société contrôlée asiatique en cours d'exercice.

	31/12/2010	31/12/2009
Dirigeants	6	6
Employés	163	146
Ouvriers	1.303	1.134
<b>Total</b>	<b>1.472</b>	<b>1.286</b>
<b>Nombre moyen dans l'année</b>	<b>1.461</b>	<b>1.256</b>



### Autres provisions et autres charges

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Pertes sur exercices antérieurs	364	247
Moins-values nettes provenant de la vente d'immeubles, d'installations et de machines	37	20
Impôts et taxes autres que sur les bénéficiaires	265	336
Pertes sur créances	8	42
Provisions pour risques et charges	174	15
Provision pour dépréciation des comptes de tiers	416	299
Autres provisions et autres charges d'exploitation	166	116
<b>Total</b>	<b>1.430</b>	<b>1.075</b>

Les autres charges et provisions ont enregistré une augmentation de 355 milliers d'euros par rapport à l'année précédente, notamment en raison d'une augmentation de 159 milliers d'euros des provisions pour risques, comme nous l'avons déjà commenté dans le tableau n° 20, et de la provision pour dépréciation des comptes de tiers.

### Correction des frais

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Constructions internes d'actifs corporels et incorporels	471	1.378
<b>Total</b>	<b>471</b>	<b>1.378</b>

Ce poste concerne les capitalisations pour frais de personnel interne et de matériaux encourus par la société mère pour certains projets de développement de nouveaux modèles d'étuis et de nouvelles lignes mode dans le secteur de la maroquinerie.

### Amortissements

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Amortissement des immobilisations incorporelles	1.039	1.080
Amortissement des immobilisations corporelles	1.529	2.183
<b>Total</b>	<b>2.568</b>	<b>3.263</b>

En cours d'exercice, les amortissements ont diminué de 654 milliers d'euros en ce qui concerne les immobilisations corporelles et de 41 milliers d'euros en ce qui concerne les immobilisations incorporelles. Cette baisse exprime mathématiquement le niveau plus faible d'investissements réalisés par le Groupe au cours des derniers exercices.

### Dépréciations

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Dépréciation des immobilisations incorporelles	502	612
Dépréciation des actifs corporels	113	60
Dépréciation de l'écart d'acquisition	-	110
Autres dépréciations	-	55
<b>Total</b>	<b>614</b>	<b>838</b>



Une dépréciation des frais de développement des exercices précédents de 502 milliers d'euros a été effectuée, car les conditions permettant leur capitalisation ne sont plus remplies ainsi qu'une dépréciation de 113 mille euros du matériel d'impression de personnalisation client sur les étuis de la société contrôlée Kapunkt GmbH.

### Charges financières

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Financements et découverts en compte courant	601	1.015
Autres financements	-	-
Pertes de change réalisées	1.537	711
Pertes de change pour conversion au change de fin d'exercice	(75)	29
Charges financières pour crédits-baux financiers et contrats de location	-	-
Charges financières sur avantages du personnel	36	72
Moins-values réalisées sur cession de titres	-	-
Autres charges financières	456	279
<b>Total charges financières (sur coûts historiques)</b>	<b>2.555</b>	<b>2.106</b>
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction	88	88
Pertes non réalisées sur contrats à terme de devises (note n° 34)	-	-
<b>Total</b>	<b>2.643</b>	<b>2.194</b>

Les charges financières ont enregistré une augmentation de 449 milliers d'euros par rapport à 2009. Cette augmentation est due principalement à une hausse des pertes de change pour 826 milliers d'euros, alors que l'on enregistre une diminution des frais liés aux financements et découverts en compte courant équivalant à 414 milliers d'euros en raison d'un endettement moindre. Par contre, l'on enregistre une augmentation des autres frais financiers provenant des opérations d'affacturage car ceux-ci, en 2009, étaient limités au dernier trimestre de l'année.

### Produits financiers

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
Intérêts bancaires perçus	5	11
Autres intérêts perçus	4	16
Bénéfices de change réalisés	1.375	722
Bénéfices de change pour conversion au change de fin d'exercice	37	-
Autres produits financiers	19	12
<b>Total des produits financiers (sur coûts historiques)</b>	<b>1.440</b>	<b>761</b>
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction	88	162
<b>Total</b>	<b>1.528</b>	<b>923</b>

Les produits financiers ont enregistré une augmentation de 605 milliers d'euros par rapport à 2009. Cette augmentation est due principalement aux bénéfices de change réalisés.



### 30. Impôts

Les principales composantes des impôts sur les bénéfices pour les exercices clos au 31 décembre 2010 et 2009 sont :

(montants en milliers d'euros)	31/12/2010	31/12/2009
<b>Compte de résultat consolidé</b>		
<i>Impôts courants</i>		
IRES – Impôt sur le Résultat des Sociétés	48	50
IRAP – Impôt Régional sur les Activités Productives	403	230
Impôt spécifique	-	-
Impôts courants étrangers	-	-
Corrections liées à des impôts courants des années précédentes	5	11
<i>Impôts différés</i>		
Relatifs au crédit d'impôts différés actifs sur pertes fiscales reportables		(407)
Relatifs à l'utilisation – correction d'impôts différés actifs sur pertes fiscales reportables	850	568
Relatifs à la modification des taux d'imposition IRES et IRAP en Italie		
Relatifs à la survenance et au reversement des différences temporaires	(86)	186
<b>Impôts sur les bénéfices dans le compte de résultat consolidé</b>	<b>1.221</b>	<b>638</b>

L'assiette fiscale de la société mère a généré des impôts pour 736 milliers d'euros, nets de l'extourne de ceux affectés à la société Hawk Srl lors des exercices précédents. Ces impôts sont utilisés sur les déficits fiscaux reportables.

#### Tableau rapprochements charge fiscale théorique

Le rapprochement entre la charge fiscale théorique et effective est proposé uniquement pour l'IRES, dont la structure présente les caractéristiques typiques d'un impôt sur le revenu des sociétés, en prenant en compte la part applicable à la Société. Pour l'IRAP, nous n'avons pas établi de rapprochement entre la charge fiscale théorique et effective au vu de la base de calcul différente de l'impôt.

Calcul de l'impôt virtuel	2010		2009	
Résultat avant impôts	2.378		(2.118)	
Impôts théoriques	654	27,5%	0	0%
Impôts effectifs	451	19,0%	280	(13%)
<b>Différence</b>	<b>(203)</b>		<b>280</b>	
Irapp	403	17%	230	(11%)
Charges non déductibles	606	25,5%	(50)	2,36%
<b>Total différences</b>	<b>(203)</b>		<b>280</b>	



## Impôts différés

Les impôts différés au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009 sont les suivants :

(montants en milliers d'euros)	Bilan consolidé	
	31/12/2010	31/12/2009
<b><i>Impôts différés passifs</i></b>		
Amortissements anticipés à des fins fiscales	132	141
Amortissements terrains	38	38
Comptabilisation crédit-bail selon méthode financière	7	98
Bénéfices sur changements dus à l'évaluation	58	59
Avantages du personnel	301	316
Actualisation provisions pour risques et charges	27	18
Autres postes mineurs	30	45
<b>Total passifs d'impôts différés</b>	<b>593</b>	<b>715</b>
<b><i>Impôts différés actifs</i></b>		
Provision pour dépréciation des comptes de tiers	156	100
Provision pour dépréciation des stocks	490	479
Provisions pour indemnités de rupture de fin de contrats d'agents	33	33
Dépréciation/Amortissements des investissements immobiliers	15	31
Dépréciation des immobilisations incorporelles	6	15
Extourne de la réévaluation des actifs incorporels effectuée en vertu de la L. n° 342/00	905	1.075
Avantages du personnel	0	0
Gains intragroupe non réalisés	252	381
Autres postes mineurs	227	66
Pertes disponibles pour compenser les bénéfices imposables futurs	804	1.559
<b>Total actifs d'impôts différés</b>	<b>2.888</b>	<b>3.739</b>



Parmi les créances d'impôts différés, il faut signaler la créance de 905 milliers d'euros résultant de l'annulation de la réévaluation des actifs incorporels effectuée conformément à la loi n° 342/00, pour laquelle les conditions de la loi n° 255/05 - Loi budgétaire 2006 ont été revues. Ce bénéfice est dû à une hausse des amortissements déductibles à partir de cet exercice à la suite de la hausse de la valeur fiscale résiduelle des biens réévalués.

Au 31 décembre, des impôts anticipés actifs ont été comptabilisés par rapport à des déficits fiscaux reportables au cours des 4/5 prochains exercices pour un montant équivalant à 804 milliers d'euros, car il est prévu, sur la base des plans prévisionnels préparés et approuvés par les administrateurs, qui couvrent une période de 5 exercices, que ces déficits seront utilisés afin de compenser des bénéfices imposables futurs.

Le Groupe enregistre des pertes fiscales supplémentaires nées dans le périmètre de consolidation sur lesquelles aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé, pour un montant de 11 498 milliers d'euros (2009 : 7 915 milliers d'euros) qui sont reportables, dans les délais figurant dans le tableau suivant, afin de compenser les bénéfices imposables futurs des sociétés où lesdites pertes ont été enregistrées. Aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé par rapport à ces pertes, car soit il n'est pas prévu que celles-ci puissent être utilisées afin de compenser des bénéfices imposables futurs au cours des 4/5 prochains exercices, soit celles-ci sont nées dans des sociétés contrôlées enregistrant des pertes depuis un certain temps ou en liquidation.

(montants en milliers d'euros)	Genetier Sas	Groupe Fedon America	Kapunkt Gmbh	Fedon Industries Sa	Fedon Far East Limited	Giorgio Fedon 1919 HK	Shenzhen Fei Chi Ltd	Total
D'ici 2014							214	214
Sans échéance	2.683	3.616	2.403	2.468	321	7		11.498
<b>Total</b>	<b>2.683</b>	<b>3.616</b>	<b>2.403</b>	<b>2.468</b>	<b>321</b>	<b>7</b>	<b>214</b>	<b>11.712</b>

Au 31 décembre 2010, il n'y a pas d'impôt différé passif (2009 : 0,00) sur les bénéfices non distribués de certaines sociétés contrôlées puisque le Groupe a estimé que les bénéfices non distribués des sociétés qu'il contrôle ne seront pas distribués dans un avenir proche.

La distribution des dividendes aux actionnaires du Groupe Fedon n'a aucune incidence fiscale en termes d'impôts sur les bénéfices.

La société mère a déduit fiscalement, lors des exercices précédents, les amortissements anticipés non comptabilisés au compte de résultat. Conformément à l'art. 109, 4<sup>e</sup> alinéa, lettre b) du T.U.I.R. (Texte unique des impôts sur les revenus), cela a donné lieu à une provision globale sur les réserves inscrites dans les capitaux propres, qui en détermine, en cas de distribution, l'imposition correspondante. La valeur de cette provision, qui au 31.12.2010 s'élève à 439 milliers d'euros, sera déterminée annuellement en fonction des excédents résiduels existant au terme de chaque période imposable découlant de corrections de valeur et de provisions déduites aux seules fins fiscales.

Il n'y a pas eu d'autres opérations sur les actions ordinaires ou sur de potentielles actions ordinaires entre la date de référence du bilan et la date de rédaction du bilan.



### ***31. Événements postérieurs à la date du bilan***

Après la date de clôture du bilan au 31 décembre 2010, aucun fait ou événement pouvant avoir un impact significatif sur la situation patrimoniale et économique mentionnée dans le rapport annuel consolidé clôturé à cette même date ne s'est produit.

### ***32. Informations conformément à l'article 149 duodecies du Regolamento Emittenti***

En vertu de l'article 149 duodecies, nous reportons ci-après les montants dus au cabinet d'audit. Ceux-ci se réfèrent entièrement à Mazars Spa.

<u>(en milliers d'euros)</u>	
Montants services de révision	70
Montants pour révision – services du réseau	33
Montants pour d'autres services du réseau	-
<b>Montants totaux</b>	<b>103</b>



**Attestation relative aux états financiers consolidés en vertu de l'art. 154 bis, alinéa 5, du décret-loi n° 58 du 24 février 1998**

1. Les soussignés, Callisto Fedon, en sa qualité de président et administrateur délégué, et Caterina De Bernardo, en sa qualité de dirigeante chargée de la rédaction des documents comptables de la société Giorgio Fedon & Figli S.p.A., attestent, conformément aux dispositions de l'art. 154-bis, alinéas 3 et 4 du décret-loi n° 58 du 24 février 1998, de :

- la conformité relativement aux caractéristiques de la société et
- l'application effective des procédures administratives et comptables pour la formation des états financiers consolidés au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010.

2. À cet égard, aucun fait marquant n'est à souligner.

3. Nous attestons également que :

3.1 Les états financiers consolidés au 31 décembre 2010 :

- sont rédigés conformément aux principes comptables internationaux IAS/IFRS adoptés par l'Union européenne en vertu du règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 ;
- correspondent aux résultats des livres et des écritures comptables ;
- reflètent, de façon correcte et véridique, la situation patrimoniale, économique et financière de la société et de l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

3.2 Le rapport de gestion contient une analyse fiable de l'évolution et du résultat de la gestion ainsi que de la situation de la Société et de l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation, ainsi que la description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont exposées.

Date : 25 mars 2011

Callisto Fedon

(Président et administrateur délégué)

Caterina De Bernardo

(Dirigeante chargée de la rédaction des documents  
comptables de la Société)



**TRADUCTION DE LA VERSION ORIGINALE EN ITALIEN**

**Rapport de la société de révision conformément à l'article 14 et 16 du décret de Loi du 27.1.2010, n.39**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la société  
Giorgio Fedon & Figli S.p.A.

1. Nous avons effectué la révision comptable des comptes annuels consolidés de la société, Giorgio Fedon & Figli S.p.A et de ses filiales ("Groupe Giorgio Fedon") constitués par le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres et le tableau de financement avec les annexes, relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010. La responsabilité de la rédaction des comptes annuels conformément aux International Financial Reporting Standards adoptés par l'Union Européenne, et aux dispositions émises sur la base de l'article 9 du Décret Législatif n° 38/2005 appartient aux administrateurs de Giorgio Fedon & Figli S.p.A.. Nous sommes responsables de l'expression d'une opinion sur les comptes annuels basée sur la révision comptable.
2. Notre examen a été effectué selon les principes de la révision comptable recommandés par la Consob. Conformément à ces principes et critères, la révision a été planifiée et effectuée afin d'obtenir tout élément nécessaire pour vérifier si les comptes annuels consolidés sont affectés d'erreurs significatives et s'ils sont, dans leur ensemble, appropriés. La procédure de révision comprend l'examen, sur la base de contrôles par sondages, des éléments probatoires supportant les soldes et les informations contenues dans les comptes annuels, ainsi que l'évaluation de la justesse et de l'exactitude des critères comptables utilisés et du bien-fondé des estimations faites par les administrateurs. Nous estimons que le travail effectué fournit une base raisonnable pour l'expression de notre opinion professionnelle.

Les états financiers consolidés présentent pour fins de comparaison les données de l'année précédente et le bilan au 1 Janvier 2009. Comme il est expliqué dans les notes, les administrateurs ont réaffirmé certains chiffres comparatifs pour l'année précédente et le bilan au 1 Janvier 2009, proviennent des états financiers consolidés au 31 Décembre 2008, par rapport aux données présentées antérieurement par nous et vérifiés sur qui avait publié des rapports d'audit, respectivement le 14 avril 2009 et le 15 avril 2010. Les méthodes de retraitement de l'information comparative et les informations données dans les notes explicatives ont été examinés par nous afin d'exprimer l'opinion sur les états financiers consolidés clos le 31 Décembre 2010.

3. A notre avis, les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2010 du Groupe Giorgio Fedon sont conformes aux International Financial Reporting Standards adoptés par l'Union Européenne, et aux dispositions émises sur la base de l'article 9 du Décret Législatif n° 38/2005; ces comptes annuels consolidés sont donc réguliers et sincères et donnent une image

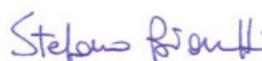


fidèle de la situation nette, de la situation financière, du résultat, des capitaux propres et du «cash flow» du Groupe Giorgio Fedon pour l'exercice clos à cette date.

4. La responsabilité de la rédaction du rapport de gestion, et du rapport sur la sur la gouvernance d'entreprise et sur la structure propriétaire, publiés dans la section *investor relations* du site internet de la société, conformément à la législation en vigueur, appartient aux administrateurs de Giorgio Fedon & Figli S.p.A.. Nous sommes responsables de l'expression de l'opinion sur la cohérence du rapport de gestion et des informations indiquées à l'alinéa 1, lettre c), d), f), l), m) e à l'alinéa 2, lettre b) de l'art. 123-bis du Décret Législatif n° 58/1998, présentés dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise et sur la structure propriétaire, avec les comptes annuels, conformément à la loi. A ces fins, nous avons effectué les procédures indiquées dans le principe de révision n° 001 émis par le «Consiglio Nazionale dei Dottori Commercialisti e degli Esperti Contabili» et recommandé par Consob. A notre avis le rapport de gestion et les informations indiquées à l'alinéa 1, lettre c), d), f), l), m) e à l'alinéa 2, lettre b) de l'art. 123-bis du Décret Législatif n° 58/1998, présentés dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise et sur la structure propriétaire, sont cohérents avec les comptes annuels consolidés de Giorgio Fedon & Figli S.p.A. au 31 décembre 2010.

Padova (Italie), 7 avril 2011

Mazars S.p.A.

  
Stefano Bianchi  
Associé



**GIORGIO FEDON & FIGLI S.P.A.**

**Siège social : Domegge di Cadore (BL) – Frazione Vallesella**

**Via dell'Occhiale, n° 11**

**Capital social 4 902 000 € entièrement libéré**

**Registre du commerce et des sociétés n° 00193820255**

**Immatriculation fiscale et TVA n° 00193820255**

\* \* \*

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**POUR L'EXERCISE TERMINE LE 31 DECEMBRE 2010**

**En vertu de l'art. 153 du décret-loi n° 58/1998 et de l'art. 2429, alinéa 2 du Code civil**

\* \* \*

Messieurs les actionnaires,

Dans l'exercice des fonctions qui nous ont été confiées, dans le respect des dispositions légales en la matière et des compétences des Commissaires aux comptes en matière d'états financiers consolidés établies par le Conseil national des auditeurs et des experts comptables, nous vous informons que le projet d'états financiers consolidés du Groupe Fedon au 31 décembre 2010 a été rédigé conformément aux International Financial Reporting Standards (« IFRS » ou « principes comptables internationaux »).

Eu égard à ce qui précède, nous donnons acte de ce qui suit :

- en ce qui concerne l'activité de contrôle exercée au cours de l'exercice 2010, nous vous prions de vous reporter à notre Rapport des états financiers de la société mère Giorgio Fedon & Figli SpA ;
- les administrateurs de la société mère Giorgio Fedon & Figli SpA nous ont remis, conformément à la loi, les états financiers consolidés ainsi que le rapport de gestion y afférent ;
- l'examen des états financiers consolidés de la part des Commissaires aux comptes a été effectué dans le cadre de leur activité de contrôle sur les règles formelles inhérentes à la formation et à la rédaction des états financiers consolidés, en utilisant les informations reçues du cabinet d'audit Mazars SpA, responsable du contrôle légal ;



- les états financiers consolidés se composent du bilan, du compte de résultat, du tableau des flux de trésorerie, de l'état des variations des capitaux propres et de l'annexe, et ils sont commentés dans le Rapport des administrateurs sur l'évolution de la gestion de la Société.
- les états financiers susmentionnés intègrent les états financiers de Giorgio Fedon & Figli SpA (société mère) et ceux des sociétés italiennes et étrangères dont celle-ci possède le contrôle, directement ou indirectement, en vertu de l'art. 2359 du Code civil, et mentionne la liste desdites sociétés ;
- les états financiers consolidés ont été soumis au contrôle légal du cabinet d'audit Mazars SpA, qui a délivré la déclaration y relative en date du 7 avril 2011, sans relever de faits marquants ;
- les principes de consolidation adoptés sont conformes aux prescriptions édictées par la loi en la matière ;
- l'annexe contient toutes les informations nécessaires relatives aux postes du bilan et du compte de résultat ;
- les états financiers des sociétés contrôlées consolidées sont soumis au contrôle comptable et légal des organes chargés dudit contrôle, lorsque ceux-ci existent ;
- en cours d'exercice, nous avons pris connaissance et contrôlé la conformité de la structure organisationnelle de la Société et du respect des principes de bonne gestion par la collecte d'informations auprès des responsables administratifs et par des rencontres périodiques avec le cabinet d'audit, dans le cadre d'un échange réciproque de données et d'informations importantes.

Les Commissaires aux comptes ne relèvent aucun motif d'opposition aux susdits états financiers consolidés du Groupe Fedon, qui se concluent par un bénéfice de 1 179 milliers d'euros, tel que présenté par le Conseil d'administration.

Vallesella di Cadore, le 7 avril 2011.

Les Commissaires aux comptes

(Pio Paolo Benvegnù)

(Maurizio Paniz)

(Demetrio Tomba)